

Séminaire
du 27 février 2003

Délégation interministérielle à la ville

Les relations **hommes-femmes**

dans les quartiers de la politique de la ville



Le séminaire

"Les relations hommes-femmes" dans les quartiers de la politique de la ville

a été préparé par un groupe de travail composé de :

Pascale Bruston

Josyane Clérici

Sylvie Durand-Savina

Jean Bourrieau

Adil Jazouli

Elizabeth Zucker

Mise en page :

Christiane Jumeau

Impression :

Atelier Demaille

Nous remercions tous les intervenants :

Claude Brévan

Michelle Perrot

Abdelhafid Hammouche

Daniel Welzer-Lang

Béatrice Sberna

Goucem Redjimi

Luc Faraldi

et... la salle

Ouverture

Claude BREVAN [Déléguée interministérielle à la Ville](#) 3

Les relations hommes-femmes depuis la fin du XIX siècle quelle histoire ?

Michelle PERROT [Historienne](#) 5

I. Les relations hommes-femmes au XIXème et dans la première moitié du XXème siècle	6
1 Un modèle strictement règlementé	6
<i>a - La force de la famille</i>	6
<i>b - Un double circuit sexuel</i>	6
<i>c - Des institutions ségrégatives</i>	7
2 Les ratés du système	8
<i>a - La famille : un monde clos</i>	8
<i>b - Les grossesses non désirées</i>	8
II. Les changements dans les rapports entre les sexes à partir des années 1970	10
1 L'exode rurale et les guerres	10
2 L'émancipation féminine	10
<i>a - Le salariat</i>	10
<i>b - L'instruction</i>	11
<i>c - La contraception</i>	11
<i>d - Sexualité et mariage</i>	11
3 Les conséquences en termes rapports hommes-femmes	12
III. Discussion avec la salle	13

La question des relations hommes - femmes dans les quartiers de la politique de la ville

Abdelhafid HAMMOUCHE [Sociologue, université Lyon II](#) 17

I. Les facteurs d'évolution depuis les années 1960	18
1 Le travail féminin	18
2 La contraception	18
3 L'école réelle	18
II. Les évolutions dans les quartiers populaires	20
1 La ville comme creuset	20
2 Les quartiers usines	20
3 Les ZUP	21
III. Discussion avec la salle	24

Les rapports sexuels et affectifs des jeunes dans les quartiers de la politique de la ville	31
Daniel WELZER-LANG Sociologue, université Toulouse Le Mirail	
I. De la domination masculine et du « virilisme »	32
1 Une violence contre les femmes encore trop minorée	32
2 La socialisation des hommes	32
3 Crispation viriliste	33
II. La double contrainte des femmes dans les quartiers	34
1 Les effets générationnels	34
2 Le danger de la féminité	34
3 Un désir d'homogamie	34
III. Espace public ou espace privé	36
1 Une certaine privatisation de l'espace public	36
2 L'appropriation sexuelle des femmes	36
3 Un nécessaire retour des politiques publiques	37
IV. Discussion avec la salle	38
Les viols en réunion	
Béatrice SBERNA Sociologue, Ecole des Hautes-Etudes en Sciences Sociales	43
I. Les conditions de la recherche	44
II. Les résultats de la recherche	45
III. Synthèse	47
Point de vue sur le séminaire	
Goucem REDJIMI Sociologue, IRESCO	49
I. La violence générée par la vie sociale et politique	50
1 Un sous culture de la violence renforcée par le groupe	50
2 Une infériorisation de la dimension sociale des filles	50
3 Une adhésion au modèle consumériste	51
4 Une perte d'autonomie	52
II. La violence générée par le regard des médias	53
III. La résistance ou la construction d'une individualité	54
IV. Conclusion	55
V. Discussion avec la salle	56
Commentaires du séminaire	
Luc Faraldi, animateur du séminaire, Anthropologue, Consultant, Paris VIII	61
I. Sida et hépatite	63
II. Lieux, espaces, logement	66
III. Les rapports adultes enfants	70

Ouverture

Claude BREVAN Déléguée interministérielle à la Ville

L'idée d'organiser un séminaire restreint sur le sujet délicat et complexe des relations hommes-femmes dans les quartiers de la politique de la ville est née du protocole de travail qui unit la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV) au Secrétariat d'Etat aux Droits des Femmes. Ce sujet avait été abordé lors d'une réunion de direction et il est apparu qu'il devait être approfondi par la DIV.

Il semblait jusqu'à présent que la place et l'image de la femme dans la société française connaissent un progrès, certes lent, mais continu. Aussi, lorsque en matière de prévention de la délinquance, des propositions émanaient de collaborateurs anglo-saxons en faveur d'une meilleure prise en compte de la violence exercée contre les femmes, notre réaction était pour le moins sceptique, tant cette question ne semblait pas prioritaire dans le cas de la France. Aujourd'hui, elle apparaît pourtant effectivement à l'ordre du jour.

L'objectif de ce séminaire est de profiter de l'éclairage de l'histoire et de la psychologie pour prendre davantage de recul sur ce sujet et se débarrasser, autant que faire se peut, des présupposés qui l'entourent. Il s'agit en particulier de vérifier si la nouvelle stigmatisation dont les quartiers de la politique de la ville sont l'objet renvoie à un problème spécifique à ces territoires ou si les questions soulevées par les relations hommes - femmes s'inscrivent dans un cadre plus large.

Sans reprendre le terme de « tournante », qui est non seulement vulgaire mais représente un euphémisme par rapport à la réalité du viol collectif, il s'agit de replacer dans son contexte le processus de dégradation des rapports hommes – femmes à l'œuvre aujourd'hui.

La stigmatisation des quartiers de la politique de la ville en la matière doit également être interrogée. Ceux-ci sont marqués par des handicaps multiples, qui les conduisent à une relative marginalisation par rapport aux dominantes qui prévalent dans le reste de la société française. Ainsi, il serait intéressant de savoir si le moindre succès scolaire des garçons est à mettre en relation avec la violence que ceux-ci exercent sur les filles. Le poids de la famille et de la religion dans cette dégradation des relations devra également être étudié.

Ce premier séminaire n'a cependant pas pour ambition de déboucher sur des propositions concrètes. En effet, des lois existent déjà pour encadrer ces abus ou ces crimes. Des dispositifs opérationnels n'auraient sans doute, quant à eux, que peu d'impact sur les déterminants profonds qui sous-tendent ce sujet et dont l'évolution ne peut être que très lente.

Les discussions qui ponctueront ce séminaire seront les bienvenues. Ce sujet ne peut en effet être que polémique et ne saurait se réduire à une théorie ou un dogme. L'intérêt de cette réunion réside dans la confrontation de points de vue différents, fondés sur des connaissances précises.

Les relations hommes-femmes depuis la fin du XIX siècle : quelle histoire ?

Michelle PERROT Historienne

Une approche historique peut constituer un élément de lecture éclairant face à une actualité complexe.

Aujourd'hui il semble qu'il faille constater une recrudescence de violence sur les femmes et les jeunes filles, en particulier dans les quartiers difficiles. Celles-ci feraient en quelque sorte les frais de la modernité, c'est-à-dire de la crise d'identité sexuelle, des difficultés économiques et des tensions culturelles qui la marquent. Il convient par conséquent de s'interroger sur le caractère inédit de cette situation en étudiant la manière dont les sociétés des XIXème et XXème siècles ont réglé la question – toujours délicate – du rapport entre les sexes, en particulier durant les périodes de la jeunesse et de l'adolescence.

Ces sociétés si proches, mais déjà si éloignées, avaient résolu le problème, d'une part, en établissant une ségrégation rigoureuse, sur la base de fortes distinctions entre l'espace public et l'espace privé et entre les rôles attribués aux deux sexes, et, d'autre part, en organisant des rencontres ritualisées et programmées – du moins en principe – dont le mariage était la clé. Vers 1900, 92 % des hommes de plus de 50 ans et 88 % des femmes sont mariés. Il faut souligner, à cet égard, l'originalité des sociétés occidentales qui, depuis le Moyen Age, reconnaissent la possibilité du célibat.

Ce modèle n'exclut cependant pas une histoire clandestine, caractérisée par un grand nombre de « ratés » par rapport à ce système idéal. Il existe en effet un taux important de naissances illégitimes – la fille séduite, puis abandonnée, est une figure classique de l'époque – mais aussi d'abandons d'enfants, d'infanticides et d'avortements. Les méthodes contraceptives étant alors inexistantes, les seuls moyens de réguler les naissances sont de retarder l'âge du mariage ou de pratiquer le coït interrompu.

Ce cadre culturel constitue malgré tout une norme relativement forte, dans la mesure où tant l'Eglise que la République s'y rallient. L'Eglise détient encore une forte influence sur les représentations de l'époque, tandis que la République, si elle est laïque, n'en est pas moins morale et marque de son empreinte la politique familiale.

Les relations hommes-femmes au XIXème et dans la première moitié du XXème siècle

Un modèle strictement réglementé

La force de la famille

La famille est alors la déléguée de l'Etat pour la gestion de la société civile. Elle est patriarcale, le père étant considéré comme le seul chef de famille. Ainsi, jusqu'aux années 1940, le régime civil du code napoléonien ne considère pas les femmes comme des sujets de droit.

Le mariage est la norme et représente pour les femmes la clé de «l'état de femme». Il est ainsi considéré par chacune d'entre elles comme sa destinée et représente son désir – puisqu'il est le seul moyen d'être une femme. Le concubinage existe, notamment pour les jeunes, mais on le voit comme une situation transitoire, voire dangereuse, en particulier pour les filles. Le couple marié est vu comme devant être stable, légitime et...hétérosexuel. Si le divorce devient légal à partir de 1884, il est marqué longtemps par un net désaveu. La loi française ne reconnaît d'ailleurs que le divorce pour faute, et non celui pouvant résulter d'un consentement mutuel.

Un double circuit sexuel

Pour les garçons

L'accès des garçons à la sexualité se fait souvent par la prostitution. Celle-ci est considérée comme une «soupape de sécurité», tant pour les célibataires que pour les hommes mariés. La maison close est, dans ces sociétés, intégrée à la vie et les prostituées ne font pas l'objet de critiques sévères. Dans le monde populaire en tout cas, elles représentent une figure normale. Le régime de la prostitution est, en revanche, strictement réglementé. Les médecins exigent de pouvoir contrôler les prostituées, pour éviter la propagation de maladies vénériennes. La prostitution est donc quasiment légale, seule la prostitution clandestine étant proscrite. Il faut attendre la loi Marthe Richard, en 1946, pour voir cette réglementation et les maisons closes abolies.

Dans les milieux plus aisés, les jeunes garçons connaissent leurs premières expériences sexuelles par le biais des servantes de ferme, à la campagne, et des jeunes bonnes, à la ville. La maîtresse de maison a souvent tendance à fermer les yeux, préférant voir ses fils avec une jeune fille «saine» qu'avec une prostituée.

Les filles dites «faciles» du village ou du quartier constituent une autre entrée

de choix pour les garçons. Le viol est d'ailleurs considéré comme relativement normal et est peu réprimé. Lorsque la jeune fille était seule avec le violeur, la loi considère qu'elle était consentante, parce que, dit-on, elle aurait pu se défendre. Dès lors, seul le viol en bande est sévèrement puni. Il n'est toutefois pas qualifié de crime, mais seulement comme un acte relevant des coups et blessures. Les jeunes filles ayant intégré ces considérations, elles déposent très rarement plainte. Elles y ont d'autant moins intérêt qu'elles peuvent être, par la suite, mise au ban du quartier, taxées de «fille facile». Souvent, elles choisissent d'ailleurs de quitter le village pour aller nourrir les réseaux de prostitution.

Pour les filles

Les familles bourgeoises tentent de contrôler au maximum l'entrée de leurs filles dans la sexualité, en particulier par le système du mariage arrangé. Celui-ci ayant tendance à battre de l'aile en 1900, l'aspiration au mariage d'amour étant croissante, les familles de la bourgeoisie écoutent de plus en plus les désirs des jeunes filles quant au choix de leur futur mari. La passion n'en est pas moins regardée avec beaucoup de circonspection, si bien que le choix des familles, guidé par la sagesse, est privilégié, afin de garantir un mariage stable et solide. L'amour pourra advenir après. Le plus important est que le mariage dure et permette d'élever les enfants. Ces considérations sont partiellement corroborées par les aspirations des jeunes filles qui restent en grande partie focalisées sur le statut de femme auquel un mari, des enfants et une maison permettent d'accéder.

Dans les familles rurales, le contrôle est très serré, car le mariage constitue un moyen privilégié d'agrandir les terres. Le mariage fournit l'une des clés de la situation sociale de la famille. Yvonne Verdier, dans son ouvrage *Façons de dire, façons de faire*, montre les survivances de ce système jusque dans les années 1970, dans un village bourguignon. Il fut ainsi de tradition pendant longtemps que les jeunes filles de 15 ans passent l'hiver chez la couturière, pour apprendre à coudre, mais aussi être initiées à la sexualité et au mariage.

Dans les milieux urbains et ouvriers, les maillons sont beaucoup plus lâches. Les rencontres sont plus aisées, en particulier lorsque les filles travaillent. Tout dépend alors du niveau atteint par le père de famille. Un ouvrier qualifié en voie d'ascension sociale veille en général de près sur ses filles. Son idéal est marqué par l'image du mariage en blanc – qui connaît un succès croissant depuis le Second empire – qui exige que les jeunes filles restent vierges jusqu'à la nuit de noces.

Des institutions ségrégatives

En ville, la sexualité est réglée par des institutions très ségrégatives.

L'école de la république concerne également les garçons et les filles, mais elle n'est pas mixte. Lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement que d'avoir

une école unique, comme c'est le cas dans les campagnes, une partie de la classe est réservée aux filles et une autre aux garçons.

De même, si l'usine est un monde mixte, certains métiers sont exclusivement féminins. Il s'agit en général de travaux dits sous qualifiés, contrôlés par des hommes. Les contremaîtres et chefs d'équipe détiennent de ce fait un pouvoir redouté par la classe ouvrière: le droit dit «de cuissage». De nombreuses grèves ont eu pour motif sous-jacent ce pouvoir exorbitant. Dans les grandes usines, une sortie est par ailleurs réservée aux femmes, parfois même, leur horaire de sortie est différé par rapport à celui des hommes. La mixité est largement perçue comme un danger.

La sociabilité est marquée par le même esprit. Les cafés et les bistrotts sont avant tout des lieux d'hommes. Une femme «bien» ne s'y rend pas, à moins d'être accompagnée par son mari. Les femmes ont leurs lieux propres comme la rue, le marché, l'église ou le lavoir.

Les rencontres sont organisées dans des endroits précis. Le bal en est l'un des principaux. Les bals sont très nombreux dans les villes du XIX^{ème} et de la première moitié du XX^{ème} siècle. Une relative liberté entre les sexes prévaut alors, laissant entrevoir une possibilité de séduction. Les hommes s'enhardissent face à des jeunes filles qui souhaitent être désirées, même si celles-ci ne se débarrassent pas tout à fait de la peur qu'inspire l'image, très présente, de la fille séduite et abandonnée.

Les ratés du système

La famille : un monde clos

Aucun regard extérieur ne doit s'immiscer dans la famille. Or, il y règne une grande violence de fait. Elle est renforcée dans les milieux populaires par des conditions de logement très difficiles. En ville, autour de 1900, les logements sont si petits que l'entassement est la règle. La seule possibilité de respecter la morale est de séparer le coucher des parents et celui des enfants, voire, celui des filles et des garçons. Dans les campagnes, la salle commune prévaut le plus souvent.

Dans ces conditions, l'inceste est monnaie courante. Il est probable qu'il est plus fréquent alors qu'il ne l'est aujourd'hui, mais l'on n'en parle pas. Les mères de famille n'osent pas porter plainte contre leur mari, et ne le peuvent de toute façon pas compte tenu des dispositions du code napoléonien, qui ne permettent la plainte d'une femme que si son mari s'y associe... La femme n'est en effet reconnue comme sujet de droit qu'en 1938. L'inceste ne peut être réellement réprimé qu'en dehors des tribunaux. La violence de cette société est donc essentiellement silencieuse.

Les grossesses non désirées

Le taux de naissances illégitimes est par ailleurs très élevé. Les féministes des années 1900 se sont ainsi battues pour donner aux femmes le droit de recherche en paternité qui avait été interdit par le code civil napoléonien. Elles l'obtiennent à la veille de la guerre, en 1912. Le taux de naissances illégitimes diminue cependant à cette époque, après avoir atteint des niveaux élevés dans les années 1840-1860, lors des forts mouvements démographiques liés à l'exode rural.

Le taux d'abandons d'enfants est également non négligeable. Les jeunes filles seules ne pouvant élever leur enfant le laissent généralement à la porte d'un couvent ou de l'un des bureaux de l'Assistance publique ouverts par la III^{ème} république. Celle-ci légitime en effet l'accouchement sous X, prenant conscience du problème de natalité qui commence à marquer la population française à cette époque.

Le taux d'infanticides reste également important, même s'il est en recul en 1900 par rapport à l'avortement, qui lui est en croissance. Il est interdit par la loi, même s'il est peu puni, car l'opinion populaire est très tolérante à son égard. En particulier, il est considéré qu'une femme mariée ayant déjà de nombreux enfants peut préférer le «faire passer», si elle n'a pas les moyens de l'élever. Ce sont les lois de 1920 et 1923, après la Première Guerre mondiale, qui accentuent fortement les poursuites contre cette pratique tout en interdisant toute propagande contraceptive.

Les néo-malthusiens sont alors les seuls à faire entendre une voix discordante, en prônant une séparation nette entre sexualité et procréation. Dès 1900, ils affirment la nécessité d'adopter des méthodes contraceptives (la capote anglaise et l'équivalent de spermicides). Ils diffusent des bulletins à la porte des usines pour expliquer aux gens des milieux populaires la manière de faire et collent des tracts, qui apparaissent nettement en avance sur leur temps : «Femme, apprend à n'être mère qu'à ton gré». Lorsqu'ils sont arrêtés, ils sont cependant poursuivis pour une telle propagande et fréquemment emprisonnés.

Les changements dans les rapports entre les sexes à partir des années 1970

Les évolutions qu'ont connues les relations hommes-femmes sont si considérables dans le dernier demi-siècle et, surtout, dans les 30 dernières années, que l'on a pu parler de révolution sexuelle.

Ces changements ne sont cependant pas linéaires. Après la Première Guerre mondiale, les «années folles» constituent une première période de changement majeur dans la sexualité des femmes. Le nouveau modèle de la jeune femme qui se coupe les cheveux à la garçonne et raccourcit ses jupes n'est pas seulement bourgeois. Il connaît un attrait certain dans les milieux populaires. Il est l'indice d'une nouvelle émancipation de la femme. La période de Vichy représente à ce titre un retour en arrière. Il prône l'ordre des corps, la morale familiale et met en accusation toute velléité d'émancipation. Le féminisme et l'avortement sont alors largement condamnés.

La libération sexuelle des femmes connaît une nouvelle accélération dans les années 1970. De nombreux facteurs permettent de l'expliquer.

L'exode rural et les guerres

Les mouvements démographiques sont majeurs et liés, en particulier, à l'effondrement de la paysannerie. Alors qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la France comprend encore 40 % de paysans, elle en compte aujourd'hui moins de 4 %. Les représentations rurales disparaissent dans le même mouvement.

L'essor urbain, qui s'accompagne de la croissance des banlieues, puis de la création des grands ensembles, est en outre marqué, après 1945, par une nouvelle vague d'immigration en provenance d'Afrique et du Maghreb. La confrontation de différents modèles se fait souvent de manière conflictuelle.

Les guerres engendrant des mouvements de population, elles désorganisent également la sexualité traditionnelle. *Le diable au corps* de Raymond Radiguet en est une illustration.

L'émancipation féminine

La place de la femme a, elle aussi, beaucoup évolué. La femme devient une personne. En 1936, la revue *Esprit* intitule une de ses livraisons «La femme aussi est une personne» Cela ne va en effet pas encore de soi. Elle accède à ce nouveau statut sous l'influence de plusieurs facteurs.

Le salariat

Le premier facteur est celui du travail et du salariat. Si la femme a depuis très longtemps accès au salariat en France, elle le choisit massivement depuis ces

trente dernières années. Aujourd'hui, la France se place au deuxième rang européen pour le taux d'activité des femmes. Près de 78 % de celles qui ont entre 19 et 45 ans travaillent, contre 82 % des hommes. Surtout, les mères de deux enfants ne renoncent pas à toute activité, recourant parfois au travail temporaire, à la fois pour des raisons économiques et de statut social.

L'instruction

Le deuxième facteur est celui de l'instruction. Si la société a depuis longtemps fait le choix d'éduquer les filles, elle ne leur accorde le droit à l'instruction qu'à partir de 1880, avec les lois Ferry, qui rendent l'école primaire gratuite et obligatoire pour les filles comme les garçons jusqu'à 12 ans. Quant à l'école secondaire, elle est de plus en plus occupée par les filles à partir de 1924, lorsque le baccalauréat devient le même pour les deux sexes. A l'heure actuelle, les filles sont plus nombreuses à avoir le bac et à faire des études supérieures que les garçons. De surcroît, il n'existe plus aucune école ou formation qui soit fermée aux élèves de sexe féminin. L'égalité n'est toutefois pas encore de mise pour tous les métiers et au niveau des postes de pouvoir.

La contraception

L'émancipation féminine est enfin marquée par l'accès des femmes à la contraception. Il s'agit là d'une véritable révolution par rapport aux millénaires durant lesquels la femme ne détenait pas les clés de la maternité. La pilule est légalisée en 1961. Il faudra toutefois de nombreuses années pour que son accès soit largement répandu.

Le droit à l'avortement, reconnu par la loi Veil de 1975, après des années de luttes féministes, constitue un événement de la même importance dans la vie des femmes. La possibilité offerte aux femmes de réguler leur maternité engendre un changement d'attitude complet, mais conduit en quelque sorte les hommes à renoncer à cette responsabilité.

Sexualité et mariage

Le désir et la sexualité sont désormais considérés comme une dimension essentielle de l'individu. Dans ce domaine, des changements sont intervenus dès avant 1914, mais les évolutions s'accélérent au XX^{ème} siècle. Le couple est une valeur en hausse à partir des années 1900-1920 et, entre les deux guerres, l'idée du mariage d'amour s'impose. L'homosexualité commence, pour sa part, à être prise en considération – même si elle est encore mal considérée par une partie toujours décroissante de la population.

La famille traditionnelle commence à éclater après la Seconde Guerre mondiale. A partir des années 1970, la courbe du mariage amorce une baisse – ce que Irène Therry appelle le «démariage». Le mariage n'est plus dès lors la clé de l'état de femme, mais devient une possibilité parmi d'autres (avec l'union

libre ou le PACS). Il connaît cependant une légère remontée depuis quelques années, signe, peut-être, d'un désir de stabilisation. Le nombre des divorces n'en reste pas moins très élevé, engendrant des familles éclatées, recomposées et monoparentales. Ces transformations s'expliquent par la place centrale désormais accordée à la sexualité, les individus revendiquant la reconnaissance de l'amour charnel comme partie intégrante de l'union d'un couple.

Les conséquences en termes de rapports hommes - femmes

Ces différents facteurs permettent peut-être d'expliquer l'accroissement au moins apparent de la violence exercée sur le corps des femmes. Il convient toutefois de s'interroger sur la réalité de cette recrudescence, qui pourrait n'être le résultat que d'une meilleure visibilité des actes, ceux-ci étant plus souvent dénoncés. Les femmes sont en effet davantage enclines à porter plainte depuis qu'une loi de 1978 reconnaît le viol comme un crime et qu'une autre loi les protège contre le harcèlement sexuel au travail. Une longue série de mesures législatives, dans la continuité des lois sur la pilule et l'avortement, visent de fait à mieux protéger – au moins en théorie – le corps des femmes.

Selon l'avocat Thierry Lévy, la situation actuelle serait le résultat d'une victoire des féministes, celles-ci étant parvenues à placer la sexualité sur le devant de la scène et dans les tribunaux. L'inceste, le viol et le harcèlement seraient ainsi davantage punis aujourd'hui que le vol ou le meurtre. Les violences exercées sur les femmes peuvent cependant aussi être envisagées sous l'angle d'un «prix à payer» pour leur émancipation. Leur liberté acquise dans la sphère publique comme dans la sphère privée les expose en effet à davantage de risques.

Il s'avère, en tout cas, malgré toutes les évolutions opérées, que le corps des femmes reste un enjeu de pouvoir et qu'il ne va pas encore de soi qu'il puisse s'exposer sans danger. Une femme ne saurait ainsi se promener seule la nuit dans n'importe quel quartier sans prendre certains risques, alors que les hommes circulent, quant à eux, librement. Certains groupes où la religion est particulièrement prégnante font ainsi du corps de la femme un point de crispation et tendent encore à le voiler et à le cacher.

La marche des jeunes femmes des banlieues aujourd'hui milite pour que la liberté que celles-ci ont acquise en théorie devienne effective.

Discussion avec la salle

Claude BREVAN :

Je m'interroge sur l'influence qu'a pu avoir l'affichage du sexe sur la place publique depuis 40 ans, à travers le cinéma ou les publications, alors que l'érotisme était jusque-là davantage caché.

Michelle PERROT :

La mise en image du corps des femmes commence dès avant 1914 dans la publicité. Celle-ci utilise en effet le désir suscité par les femmes pour vendre ses produits. Leur corps est toutefois encore habillé. Lorsque la libération des femmes devient plus grande et qu'elle permet à celles-ci de se dénuder sur les plages, par exemple, la publicité se fait agent de la modernité en accompagnant cette évolution par une représentation de la femme nue.

La publicité reflète la longue histoire du corps qui se libère et dont les femmes sont partie prenante. Cet enjeu est toutefois complexe car il exige de gérer à la fois le désir de cette libération et le contrecoup d'une société qui peut parfois l'utiliser à mauvais escient, risquant d'aller jusqu'à l'humiliation des femmes.

Claude BREVAN :

La représentation de la femme nue connaît cependant une nette rupture entre une longue période de l'histoire de l'art, où il s'agit de montrer une femme mythologique et donc virtuelle, et la période récente, qui commence avec les impressionnistes et le *Déjeuner sur l'herbe* de Manet, où il s'agit d'offrir la femme réelle au regard et à la concupiscence des hommes.

Daniel WELZER-LANG :

Certaines violences exercées contre les femmes sont spécifiques à notre époque. Il apparaît d'ailleurs que plus un pays est démocratique et prône l'égalité entre les hommes et les femmes, plus les violences faites aux femmes sont caractérisées. Les femmes vivant en Iran ou dans un quelconque pays totalitaire n'ont pas à subir ces violences.

De surcroît, contrairement aux idées reçues, plus la pornographie – qui représente, elle aussi, une violence contre les femmes qu'il ne faut pas négliger – est tolérée, plus il est facile de dénoncer toutes les violences dont celles-ci sont victimes.

Michel DIDIER :

Dans le modèle évoqué pour le XIX^{ème} siècle et dans les évolutions apparues tout au long du XX^{ème}, je me demande s'il existe certaines spécificités liées aux quartiers populaires.

Par ailleurs je m'interroge sur l'impact qu'ont pu avoir les migrations étrangères sur ces changements.

Michelle PERROT

Il existe en effet des spécificités attachées à la vie sexuelle dans les quartiers populaires, mais elles n'ont fait l'objet que de peu d'études. Il apparaît toutefois, à travers l'étude des dossiers judiciaires de 1880 à 1930, que les histoires familiales, où sont mis en cause notamment des crimes et délits sexuels, sont davantage le fait des milieux populaires, la bourgeoisie préférant, pour sa part, régler ses affaires en famille, plutôt que devant les tribunaux. Cette enquête historique, réalisée par Anne-Marie Sohn, montre en outre que, dans les années 1920-1930, un nombre croissant de femmes des quartiers populaires commencent à se révolter contre leur mari ou leur compagnon, lorsque celui-ci se montre violent,

adultère ou voleur. Elles se révoltent contre la domination masculine et osent parler de leur sexualité.

L'entre-deux-guerres est une période particulièrement intéressante, car elle voit émerger une tentative de faire naître de nouveaux rapports entre les garçons et les filles. Sous l'impulsion des partis de gauche et des syndicats, des mouvements de jeunesse sont ainsi créés. A cette époque, le cinéma devient un lieu populaire de rencontre, tandis que le mouvement pour les auberges de jeunesse favorise également les voyages entre filles et garçons de milieux populaires.

Anne-Marie Sohn a par ailleurs, dans *Age tendre, tête de bois*¹, travaillé sur les archives de l'animatrice de radio Mémie Grégoire qui offrent un reflet intéressant de l'évolution des rapports affectifs dans les années 1960.

L'immigration constitue un facteur important de changement, dans la mesure où la famille constitue l'un des piliers sur lesquels les populations immigrées se fondent. Les immigrés italiens, qui arrivaient souvent célibataires puis faisaient venir femme et enfants du pays, avaient ainsi souvent tendance à sur-enchériser sur la morale et les valeurs familiales, qui constituaient à leurs yeux un capital important. A ce titre, le catholicisme a joué un rôle important, tant chez les immigrés italiens que chez les Polonais, qui arrivaient avec leurs propres aumôniers. Il convient de s'interroger aujourd'hui sur ce que les populations immigrées d'origine maghrébine apportent dans le domaine de la famille. On ne peut que constater, en effet, une certaine crispation familiale, morale et sexuelle vis-à-vis des filles. Au niveau de la deuxième génération celles-ci sont généralement tentées par l'assimilation et l'ascension sociale, que leur promettent les bons résultats qu'elles enregistrent à l'école. Ceci n'est pas toujours bien vécu par leurs frères.

Plus généralement, il apparaît que les mutations qui se sont opérées ces 30 dernières années en matière d'émancipation des femmes se sont accompagnées d'une crise d'identité sexuelle pour les hommes. Il est probable que la recrudescence actuelle de modèles compétitifs (au niveau sportif, notamment) ou de violences d'ordre sexuel, c'est-à-dire le modèle de l'homme fort, voire violent, s'explique en partie par l'effondrement du modèle d'autrefois, qui n'a pas été supplanté par un nouveau modèle aussi valorisant. De ce point de vue, les migrations de populations constituent un élément potentiellement heureux à long terme – du fait de la richesse des mélanges qu'il permet -, mais également un élément de complication supplémentaire des rapports hommes-femmes à court terme.

Giovanna ESPOSITO (Directrice du GIP pour le Grand Projet de Ville d'Aulnay-sous-Bois – Sevran)

Le corps de l'homme étant lui aussi de plus en plus utilisé par la publicité, et ce, dans un contexte où l'homosexualité masculine est de plus en plus visible et devient donc aussi l'enjeu d'un marché publicitaire, il convient sans doute de distinguer entre ce que cette image traduit de la réification des corps à l'œuvre dans notre société et ce qu'elle reflète en termes de libération des corps et des désirs.

Par ailleurs, si l'Eglise et le Pape ont incontestablement joué un rôle culturel fort en Italie, il ne faut pas confondre les valeurs véhiculées par les familles italiennes immigrées du Sud de la péninsule avec le catholicisme. Dans la partie méridionale de ce pays, la religiosité est plus ancienne que la religion catholique, celle-ci étant venue se greffer tardivement et n'ayant pu complètement supplanter le culte voué à la Vierge Marie et aux saints. Or, la problématique de la régulation sexuelle relève, pour ces populations paysannes, d'une organisation sociale fermée. La régulation se fait ainsi par l'échange des femmes, en tant qu'instruments de la reproduction biologique et culturelle. Celles-ci sont ainsi considérées comme porteuses de l'honneur masculin et de celui de la famille tout entière. La virginité constitue dès lors un enjeu majeur, puisqu'elle est considérée comme la seule garantie possible de la paternité, c'est-à-dire de la reproduction du sang et de la famille. L'Italie du Sud est ainsi marquée par une dissociation totale entre morale et religion, d'une part, et contrôle des femmes, d'autre part.

¹ *Age tendre et tête de bois - Histoire des jeunes des années 1960*. Paris, Hachette, 2001

Luc FARALDI

J'aimerais savoir si l'immigration italienne avant-guerre en France n'a pas introduit un modèle de stigmatisation de l'immigré, perçu à travers sa sexualité, mais aussi sa violence.

Je m'interroge en outre sur l'impact qu'a eu la découverte de la pénicilline dans la guérison des maladies sexuellement transmissibles sur les représentations des rapports hommes – femmes.

Michelle PERROT

L'émergence du corps masculin dans la publicité pose de nombreuses questions. Il interroge notamment la particularité du désir auquel il tente de répondre et les raisons qui expliquent la place extraordinaire que prend le corps dénudé dans la publicité actuelle. L'explosion du marché du sexe dans nos sociétés contemporaines est ainsi au cœur de tous les romans de Michel Houellebecq. Au-delà de tout jugement moral sur le sujet, il me semble qu'il convient surtout de rester attentif à ce que les frontières de la dignité humaine ne soient pas dépassées.

Entre 1890 et 1930, le modèle sexuel de l'immigré est celui du «bel Italien». Il est particulièrement redouté par les ouvriers français et est régulièrement au cœur de bagarres à la sortie des bals, tant son aura auprès des jeunes filles est grande.

Dans les familles qui se vivent comme honnêtes, c'est l'homme qui est vu comme le vecteur de la syphilis. C'est pourquoi le contrôle des prostituées représente un tel enjeu et conduit à la mise en place d'un gigantesque système de dispensaires, de cartes, de maisons closes, etc. La découverte de la contamination de l'épouse dans un couple conduit jusqu'à la Seconde Guerre mondiale à de nombreux drames familiaux. Ils cessent évidemment avec la découverte de la pénicilline, qui ouvre une parenthèse heureuse pour les relations sexuelles, des années 1950 jusqu'aux années 1980 et l'explosion du sida.

De la salle

L'évolution des rapports hommes – femmes telle qu'elle s'inscrit dans une société où le monde du travail permet l'intégration des populations immigrées montre que les difficultés rencontrées par la dernière vague de migrants sont moins dues à un problème de religion musulmane qu'à une défaillance des lieux laïcs de sociabilité collective.

Michelle PERROT

L'approche historique montre que les rapports hommes – femmes constituent un problème récurrent sinon éternel auquel chaque société tente de donner sa solution. Les formes de régulation évoluent avec les sociétés. Aujourd'hui, nous vivons probablement une période cruciale car un modèle a pris fin et le suivant n'est pas encore tout à fait défini.

De la salle

Le questionnement qui porte aujourd'hui sur certains quartiers et certaines populations est sans doute à mettre aussi en perspective avec l'histoire coloniale, qui montre déjà une image du «nègre» associée à une sexualité pour le moins agressive.

Michelle PERROT

L'imaginaire sexuel attaché aux peuples colonisés rejaillit sans doute aujourd'hui sur la perception des jeunes Maghrébins. D'une manière générale, l'image des migrants est souvent associée à un imaginaire sexuel fort – qu'il s'agisse du bel Italien ou des noirs. De même, longtemps, les classes dominantes se sont imaginées les milieux populaires comme ayant une sexualité débridée, c'est-à-dire

sans frein, donc dangereuse, mais peut-être aussi enviable. De ce point de vue, les affiches de propagande des années 1920 mettant en scène des militants au corps vigoureux n'étaient sans doute pas dénuées de toute connotation sexuelle – déjà à cette époque.

Claude BREVAN

Sans doute plus fondamentalement que les organisations intermédiaires elles-mêmes, le monde du travail a joué un rôle intégrateur majeur, dans la mesure où il représentait un lieu de neutralité pour les hommes et les femmes, c'est-à-dire un lieu où les différences de sexes ne devaient pas entrer en ligne de compte. La pratique du travail, plus que l'intervention des organisations syndicales, a eu un impact très important à cet égard et explique pour partie les difficultés particulières engendrées aujourd'hui par le taux de chômage très élevé que connaissent les quartiers de la politique de la ville.

La question des relations hommes-femmes dans les quartiers de la politique de la ville

Abdelhafid HAMMOUCHE

Sociologue, université Lyon II

Les relations hommes-femmes dans les milieux et les quartiers populaires ont connu une forte évolution entre les années 1960 et aujourd'hui. Celle-ci peut se résumer et s'analyser à travers deux étapes :

la première avec les «quartiers usines», centrés autour d'une grande entreprise – comme Peugeot à Montbéliard ;

la seconde avec les ZUP, dont la plupart sont inscrites dans les périmètres de ce qu'il est convenu de nommer les «quartiers de la politique de la ville».

Les années 1960 sont marquées par différents facteurs de transformation des rapports de genre.

Les facteurs d'évolution depuis les années 1960

Le travail féminin

A cette époque, le travail féminin change de statut et va se vivre comme une constance, puisqu'il intègre désormais des perspectives de carrière. Durant ces années, l'industrialisation se poursuit, puis dans le monde rural et contribue à consacrer le salariat auprès des femmes, qui ne sont plus désormais des «passagères» du monde du travail. Cette évolution modifie ainsi profondément le rapport des femmes à leur propre avenir.

La contraception

La légalisation de la contraception vient également modifier le statut des femmes en transformant le rapport au corps et à la sexualité, et consolide la position de la femme comme sujet social.

Durant cette période il se produit ce que Edward Shorter appelle la «deuxième révolution du sentiment». Cette révolution ne se diffuse toutefois pas avec la même rapidité parmi toutes les strates sociales. Dans le contexte social de cette époque émerge ainsi une nouvelle considération sociale de la subjectivité. La subjectivité acquiert désormais droit de cité. Les années 1960 voient la consécration du couple, celui-ci devenant une finalité en soi. On peut illustrer ce changement en se référant à Durkheim. Celui-ci caractérise la famille de la fin du XIX^{ème} siècle comme la «famille conjugale», qui tend déjà, sur la base du contrat, à délimiter les droits du père. La finalité du couple dans ce modèle est la famille. Le couple en est une médiation et il est en quelque sorte suspendu par l'avènement de la famille. A partir des années 1960, en revanche, le couple n'est non seulement pas mis entre parenthèse lorsque les enfants arrivent et que la famille se crée, mais il devient la finalité même de l'union avec ou sans famille. Le rapport des conjoints entre eux en est modifié par des attentes d'écoute, de dialogue réciproque qui se créent au sein du couple et qui se manifestent plus ouvertement. Certains parlent, dans les décennies suivantes, de dé mariage et de crise du couple faisant de la famille conjugale la référence comme si cette forme d'union était indépassable. Il faut souligner que dès lors qu'il y a cette considération de la subjectivité, en toute logique, le couple ne peut que se fonder sur des liens contractuels, révisables selon les satisfactions réciproques et selon les moyens sociologiques et psychologiques nécessaires à une éventuelle séparation.

L'école réelle

Un autre changement d'envergure se produit dans le même temps. Il concerne le rapport au monde scolaire. Ce rapport change parce que l'investissement à l'école n'est plus seulement symbolique. L'école, valorisée comme

auparavant, apparaît dorénavant comme un enjeu pour déterminer l'avenir. Pour autant, et alors que le scolaire se révèle stratégique, tout le monde n'est pas à la même enseigne et les échecs continuent de frapper plus fortement ceux qui sont socialement les plus éloignés de l'univers scolaire.

Les évolutions dans les quartiers populaires

La ville comme creuset

Les facteurs de transformation précédemment évoqués se sont opérés sur fond d'urbanisation. Certains quartiers ont été le lieu d'accueil permanent de populations venant de toutes parts (Italiens, Polonais, Maghrébins, etc.). Mais plus largement et en paraphrasant Max Weber, on peut dire que « la ville n'est faite que d'étrangers » et que ce principe est au fondement de l'urbanité. La vie sociale joue ensuite le rôle d'écran pour définir qui est moins étranger que l'autre. Au XIX^{ème} siècle, la ville de l'ère industrielle accueille les nouvelles populations dans ses confins, et ou se joue une double relation d'appartenance au lieu d'origine, d'une part, et d'intégration dans le lieu d'arrivée, d'autre part.

Dans ce cadre, la fabrication d'un alphabet commun à toutes les populations, qui leur permet de fraterniser (au sens de la fraternisation de Max Weber, pour dire un processus de rapprochement entre étrangers) n'est jamais qu'une composition. La culture résulte ainsi d'un jeu d'ajustements entre tous les traits qui la caractérise. Une culture n'est donc jamais figée mais s'inscrit toujours dans un contexte donné. Il est important de rappeler, avant de prendre en considération les traits d'origine de telle population, que le déplacement vaut déstabilisation des pratiques. Mais bien sûr cet intérêt à propos de la culture des migrants ne vaut que si dans l'analyse on ne pose pas la culture française comme immuable et comme la référence à l'aune de laquelle on jugerait les habitudes des immigrés.

Les quartiers usines

Dans les années 1960, l'espace d'articulation et de médiation entre toutes les différences apportées par les immigrés se situe dans l'entreprise. Les structures silencieuses de l'entreprise ont pour effet d'unifier les représentations des nouveaux arrivants, qu'il s'agisse de ruraux ou d'étrangers. Les saisons inscrites dans les mentalités du monde rural sont ainsi modifiées implicitement par l'assimilation des horaires de l'usine. Quelle que soit leur singularité en tant que Polonais ou Italiens, les immigrés se fondent dans un espace commun qui se fabrique à partir de la logique de l'entreprise. Lentement, celle-ci va d'ailleurs se transposer dans l'espace autour de l'usine, avec les jardins ouvriers, les associations sportives, l'intervention du contremaître dans la gestion des logements, etc. Ces quartiers ont ainsi une centralité, dans la mesure où le rapport au métier et à l'usine organise le rapport de ses habitants au monde – à l'école pour les enfants, au centre-ville pour les adultes, etc.

En intégrant le rapport au temps et à l'espace induit par l'usine, les migrants sont amenés à renégocier en permanence leurs liens avec leur communauté d'origine. Il faudrait toutefois distinguer plus précisément entre les migrants

qui arrivent seuls et ceux qui viennent en famille et préciser les articulations qui s'opèrent entre les uns et les autres lorsqu'ils vivent à proximité, dans le même quartier. Ainsi, l'élément de centration que représente l'entreprise permet à chacun de s'opposer, de s'articuler et d'organiser une sociabilité, faite d'évitement, de confrontation et d'ajustement.

A ce stade, il convient d'étudier plus finement les populations d'origines différentes qui se côtoient.

Dans certains quartiers, par exemple, la présence de groupes importants régionaux, comme les Oranais ou les Kabyles, pour s'en tenir à l'immigration algérienne, joue un rôle déterminant dans le rapport aux autres étrangers (Polonais, Italiens, etc.), aux femmes et aux jeunes générations. Dans les années 1960, il y a un noyau dur autour d'un de ces groupes qui conditionne les formes de regroupement ici et qui perpétuent l'ancrage symbolique là-bas. La perpétuation des pratiques culturelles de leur village leur permet non seulement de se protéger contre une « contamination » culturelle, mais aussi de transmettre leurs valeurs à leurs enfants. Cette dimension est essentielle dans la création d'un rapport d'autorité sur les jeunes générations, dès lors que ceux-ci ne reçoivent pas leur mode de vie comme stigmatisé, mais porté par le groupe des adultes qui fait à leurs yeux référence.

Dans ce cadre, le retour au village est vécu comme allant de soi, il ne vient pas à l'esprit des migrants de se questionner sur ce point les premières années, et le lien avec la communauté d'origine est vécu comme indépassable. Les hommes et les femmes aménagent leurs rôles, sans jamais les mettre véritablement en questions. L'investissement ici est fonctionnel (limité aux choses pratiques) alors que l'ancrage symbolique reste là-bas. Il convient, par rapport à ces changements, de tenir compte de l'âge, de la position dans le village, de la parenté et des perspectives d'avenir que se forge le migrant. Il apparaît alors que la colonne vertébrale de chacun empêche d'opérer de complets bouleversements de mode de vie.

Les quartiers font ainsi figure de mosaïques, où les populations vivent les unes à côté des autres. Ces petits groupes constituent autant de frontières symboliques, qui peuvent se créer de manière quasi invisible à l'intérieur du quartier et même des communautés.

Les ZUP

Une nouvelle phase, caractérisée par des aménagements plus forts, voire des ruptures, intervient lorsque la relation avec le pays d'origine s'est distendue et qu'un ancrage relatif s'est affirmé dans le pays d'accueil. Le primo migrant se sent encore de là-bas, mais il se sent aussi d'ici. Il se crée une communauté intermédiaire en s'affranchissant pour partie de la tutelle de la communauté villageoise – les femmes s'autorisent, par exemple, à faire des voyages, – mais pas totalement ; celles-ci n'iront jamais jusqu'à se dénuder sur la plage. La communauté intermédiaire représente alors un espace dans lequel se niche un certain rapport au plaisir, permettant de dépasser la seule référence au devoir inhérente à la migration.

Dans le même temps, la plupart des quartiers usines disparaissent, tandis que les ZUP émergent et fixent les ouvriers lorsque, paradoxalement, les usines et donc l'industrie, n'en ont plus besoin. Dans ce nouveau contexte, où les petites entreprises ne représentent plus un univers de partage et de médiation, les adultes se trouvent, de surcroît, largement déconsidérés, par le net affaiblissement des perspectives de travail – et la référence à l'industrie ou au monde rural qu'ils incarnent. Les rapports entre générations s'en trouvent exacerbés, ce qui ne manque pas de perturber la relation à l'autorité.

Car, d'une manière générale, l'autorité se définit toujours par rapport à une assise, qui se forge en lien avec un métier, un héritage symbolique, un lignage, etc. Dans le monde rural, un homme, sans avoir à manifester son pouvoir, a nécessairement de l'autorité, car le lignage l'impose. Dans les quartiers usines, l'homme détient son autorité dès lors qu'il donne sens à la présence de la famille dans le quartier, qu'il représente la seule interface avec le monde extérieur à la famille. Dans les années 1980, les migrants, comme les Français, se trouvent face à un monde industriel qui disparaît et leur assise s'en trouve logiquement remise en cause.

Dans ce contexte, les rapports de générations se transforment d'autant plus que les ZUP constituent avant tout des lieux de transition. Nombre de quartiers reçoivent des individus qui se vivent comme passagers. Dès lors, la mémoire des lieux est détenue bien plus souvent par les jeunes que par les adultes. Il en résulte des rapports de générations dans les quartiers qui se jouent en partie sur la base de l'évitement. Dans l'espace public, les différentes générations qui se rassemblent dans les années 1980 sont peu à peu évincées dans les années 2000 au profit des seules générations de jeunes. Ceci n'est pas sans poser certains problèmes en termes de confrontation, d'altérité et d'acceptation de l'Autre. Si les femmes rencontrent également des difficultés à se positionner par rapport aux jeunes générations, elles tentent de se mobiliser, depuis quelques années, pour redéfinir le statut féminin et, par contre-coup, l'espace public.

Dans de nombreux quartiers une vie associative s'est ainsi développée – avec, contre ou à côté des dispositifs institutionnels – et a parfois été l'occasion de créer un espace de rencontre propice à la confrontation et donc à l'altérité. Même lorsque les femmes s'associent entre semblables – ce qui est parfois stigmatisé comme un risque de communautarisme – elles se confrontent à une sorte d'altérité interne, en apprenant à changer de statut et de rôle. Ces associations constituent des tremplins, leur permettant de sortir de leur rôle traditionnel.

Les femmes mettent toutefois en place des stratégies pour ne pas remettre totalement en cause leur espace privé (pour ménager leur mari), tout en affirmant leur désir de prise de parole dans l'espace public. La vie associative constitue un moyen important d'effectuer une transition entre un modèle intériorisé dans l'enfance et dont elles ne trouvent plus la confirmation, mais qu'elles ne peuvent pas pour autant ignorer, et un autre modèle, que la confrontation entre pairs permet de construire progressivement.

Le rapport aux enfants en situation migratoire amplifie ce qui se passe dans les familles françaises en général. Dans les années 1960, les jeunes de la «deuxième génération» vivent une «adolescence lisière», en ce qu'ils ne peuvent pas ignorer l'environnement français, mais ne le reprennent pas entièrement, dans la mesure où ils vivent dans une grande proximité culturelle avec leurs parents. Quelques années après – ou quelques dizaines d'années après, selon l'histoire des familles – l'adolescence devient conflictuelle. Les enfants portent un autre regard et jauge le parcours de leurs parents. Ils ne se contentent pas de désirer pour eux-mêmes un accès aux loisirs, mais reprochent à leurs parents de ne pas «avoir vécu» dès lors qu'ils ont ignoré les loisirs, les plaisirs, etc. L'assise d'autorité n'est plus celle du groupe, car cette génération «montante» affirme sa subjectivité en tentant de s'en dégager. C'est dans ce nouveau contexte familial et social que se rejouent les rapports masculins-féminins.

Discussion avec la salle

Daniel WELZER-LANG, sociologue, université Toulouse Le Mirail

La marche des femmes témoigne de l'influence que peut avoir un accès au politique sur les mères, qui commencent à parler d'elles en tant que femmes, en exprimant les violences qu'elles subissent. J'aimerais savoir si, dans le monde associatif, lorsque les femmes se réunissent entre pairs, elles parlent également de ces violences.

Abdelhafid HAMMOUCHE

Les travaux que j'ai menés sur l'agglomération lyonnaise montrent que l'éducation des enfants représente un thème central pour ces femmes et qu'elles jugent sévèrement leur mari à l'aune de leur capacité ou non à prendre en charge cette éducation, et de la manière dont ils continuent à se référer à l'ancien schéma d'autorité ou pas. Plutôt que de parler directement des violences qu'elles subissent éventuellement, elles manifestent un net rejet des hommes qui continuent à s'y rapporter. Elles s'avèrent en outre très sensibles aux différences qui existent entre leurs situations.

Quant à leur situation personnelle par rapport à leur époux, elles discutent beaucoup des marges de manœuvre dont elles disposent ou non et se sentent rassurées de voir certaines plus libres ou vivant les mêmes difficultés. Elles ne discutent pas véritablement des violences. Au contraire, elles manifestent pour la plupart la volonté de ne pas laisser leur mari sur le bord de la route lorsqu'elles redéfinissent une autre position en tant qu'épouse et en tant que mère.

Sylviane LECLERC

Une action a été menée il y a quelques années dans les quartiers de la politique de la ville avec le Centre d'information sur les droits de la femme (CIDF). Plusieurs thématiques étaient abordées : les droits, la santé, l'emploi et les violences. Or, les associations des quartiers préalablement consultées se sont montrées tout d'abord sceptiques quant au thème de la violence, tant il leur paraissait évident que les femmes n'oseraient pas aborder ces questions. En réalité, il s'est avéré que les femmes souhaitaient s'exprimer sur le sujet et qu'elles le pouvaient dès lors que leur était proposé un espace de parole spécifique.

Abdelhafid HAMMOUCHE

Dans certaines réunions, il apparaît également que la présence de psychologues peut être utilisée par les femmes pour évaluer leur situation personnelle. Ces discussions leur permettent de disposer de certaines ressources (des modes d'analyse, une réflexivité...) qu'elles sont susceptibles d'utiliser chez elles, pour ou contre leur mari ou leurs enfants.

Il faut en outre rappeler que les violences sont parfois exercées par les enfants sur leurs parents.

Isabelle GOANVIC, magistrate au tribunal de Bobigny

J'ai été conduite à rencontrer des familles de mineurs, dans le cadre de procédures d'instruction criminelles, en particulier lorsqu'il fallait décider d'un placement en détention provisoire. Il apparaît souvent, lorsque la mère était présente, que le garçon ne s'adresse pas à son père mais craint plutôt de faire souffrir sa mère. La mère semble cristalliser la relation familiale, mais ne se donne pas le droit de prendre la parole lorsqu'elle est questionnée, préférant laisser parler son mari.

Abdelhafid HAMMOUCHE

La rencontre avec un magistrat est un moment officiel. Lorsque l'histoire de la famille a conduit à minorer la place du père, la mère et les enfants sont tentés, face au monde extérieur, de ne pas «enterrer» le père, en le ménageant un tant soit peu face à la figure d'autorité que représente le magistrat et qui pourrait le remettre en question.

En outre, en situation migratoire, les mères se prêtent plus facilement à l'échange avec leurs enfants. Elles se montrent plus réceptives à la discussion dans les phases difficiles. Le père, pour peu qu'il s'arc-boute sur l'éducation qu'il a lui-même connue, n'est pas en mesure de négocier son autorité. La mère fait alors figure de lien entre les deux mondes. Dans l'histoire de certains couples, compte tenu de la situation de transition de modèles dans laquelle ils se trouvent, il peut arriver que le père soit mis devant le fait accompli, la femme décidant de quitter l'arrière-plan familial. L'homme peut alors avoir tendance à alimenter une situation explosive avec sa famille, pour éviter d'être «enterré vivant».

Un article de Abdelmalek Sayad, intitulé « Les enfants illégitimes » (in *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*), montre qu'un père peut être amené à rejeter symboliquement le lien de paternité à ses enfants, dès lors que, d'un point de vue culturel, il ne les reconnaît pas. Cette expression (l'illégitimité, l'interdit) traditionnellement liée à l'adultère, permet au père de signifier son sentiment d'étrangeté face à des personnes qui lui sont pourtant des familiers. Cette violence symbolique n'est cependant pas exclusive des familles immigrées.

Fadila BENTADESLAM, permanente d'une association de soutien aux femmes algériennes

Il existe de nombreuses associations dans lesquelles les femmes maghrébines peuvent parler de leurs souffrances, notamment lorsque leur mari retourne au pays se marier et les met dehors à son retour. De plus en plus de jeunes filles viennent par ailleurs parler de la volonté de leur père de les marier de force avec un cousin du pays. Les mères se mettent généralement en arrière et ne se sentent pas le pouvoir de faire quoi que ce soit. Dans ces cas-là, elles ne vont toutefois pas consulter un psychologue mais viennent demander conseil aux associations, qui sont en mesure de les aider et de les guider.

Abdelhafid HAMMOUCHE

Pour certaines femmes relais, l'immigration a débuté dans les années 1950, mais elles ne sont apparues sur le devant de la scène qu'à partir des années 1990. Cela s'explique par l'évolution du contexte, qui permet aux femmes, maintenant que l'idée du retour au pays s'étiole, de prendre peu à peu la parole et d'ajuster leur rôle. Dans un premier temps, l'étape la plus aisée pour accéder à l'espace public est de se tourner vers ceux qui vous sont le plus proche, en particulier les associations de femmes maghrébines.

Fatiha MEKERRI, directrice d'une maison Justice et Droit, Les Mureaux

Nous travaillons sur le problème des relations mère – fille à partir de la mémoire des mères que les filles ne connaissent pas toujours. Il s'avère utile en effet de transmettre cette mémoire, car les filles, en découvrant le militantisme de leur mère – à leur niveau, pour parvenir à aménager leurs sorties et se créer des espaces de liberté – arrivent ainsi à mieux intégrer leur culture et leur histoire. Il s'agit d'un socle indispensable pour mieux cheminer dans la vie.

Abdelhafid HAMMOUCHE

Le film de Yamina Benguigui, *Mémoire d'immigrés*, fait partie de ces tentatives, pour les enfants

de la «deuxième» ou de la «troisième génération», de «déterrer» leurs parents. La situation migratoire a en effet cela de particulier qu'elle pousse les nouvelles générations, pour se créer une place dans la société dans laquelle ils sont nés, à ne pas se reconnaître dans le milieu dont elles sont issues. Or, le fait de « piétiner » ceux qui vous sont proches est difficile à gérer au fil des années.

L'on ne peut que souhaiter que l'apaisement soit tel qu'il permette cette valorisation de la mémoire et ce retour sur les périodes difficiles que les uns et les autres ont pu vivre. Il faut pourtant se garder de toute attitude «post-colonialiste» à cet égard, car, en réalité, cette mémoire est transmise, mais de façon implicite. La culture de ces populations repose en fait sur une transmission silencieuse. Il convient par conséquent de trouver des modalités qui permettent de faire émerger la mémoire, sans dévaloriser ceux qui ne le font pas par eux-mêmes.

Quant à la violence des jeunes garçons dans les quartiers elle indique pour partie que ceux-ci se trouvent dans un processus d'appropriation paradoxale : plus le lieu est dévasté et déserté, plus la violence devient forte et plus l'exode est ardemment souhaité. La violence des garçons sur les filles reflète aussi et peut-être surtout le vide culturel dans lequel ces jeunes gens se retrouvent. La stratégie d'évitement qui est la leur les conduit à se construire un modèle d'altérité par défaut et à s'agripper au rapport de force pour le rapport de force.

Luc FARALDI

Lorsque les quartiers usines, en disparaissant, entraînent avec eux la fin d'une certaine organisation des rapports sociaux, je me demande de quelle manière la sociabilité qui lui succède – si elle est possible – procède.

Abdelhafid HAMMOUCHE

Dans ces quartiers, certains éléments de sociabilité se recomposent. Les femmes se réunissent en associations et reconsidèrent l'espace public. Etant dans une phase de transition, elles ne s'y sentent pas toujours légitimes, mais elles contribuent malgré tout à recréer du lien. Les associations de jeunes ont également, pour leur part, effectué un travail considérable, en particulier à travers leur effort de mémoire, qui permet de ne plus occulter la question des origines.

En 1970, dans un article intitulé «Proximité spatiale, distance sociale», Chamboredon et Lemaire montraient déjà que les locataires de ces ZUP se différencient selon leurs perspectives résidentielles. Certains visaient dès le début de partir. En revanche, d'autres qui sont «assignés à résidence» dans ces quartiers ne souhaitent plus autre chose que de le quitter et vivent très mal d'avoir à y rester.

Maria DA CUNHA (FASILD)

Le travail que j'ai effectué sur le mouvement associatif portugais dans les années 1980 m'a permis de constater que là où un regard extérieur ne voyait que regroupement entre semblables, il émergeait en réalité une altérité et une distanciation dans la confrontation entre pairs. Ces espaces communitaires ont ainsi été le lieu privilégié de la fabrication de nouveaux modèles. Les anciens modèles définissant la place des genres et des générations dans la famille, qui avaient été jusque-là acceptés silencieusement dans les familles, trouvaient là une expression collective, qui permettait une renégociation et une redéfinition de la place de chacun. Les femmes et les enfants pouvaient ainsi échapper à la crainte de la trahison, qui est si forte en situation migratoire vis-à-vis de la culture ou de la classe sociale d'origine. De l'intérieur, il est devenu possible de tisser d'autres façons d'être, sans pour autant devoir engager de rupture violente.

En travaillant ensuite sur les quartiers de la politique de la ville, j'ai pu constater que le désir

légitime de la part des familles et des groupes, de transmettre leur culture devenait impossible, faute de lieu où cela puisse se discuter de façon non conflictuelle. Cela leur était d'autant plus difficile que tout regroupement entre pairs est stigmatisé par les institutions comme une tentation du communautarisme.

Cet enjeu est vécu d'autant plus dramatiquement que la fin des années 1980 représente une période de transition critique. Les parents commencent à faire le deuil du retour et à admettre qu'il n'est plus question d'ascension sociale pour leurs enfants par le biais de l'école. Ces derniers doivent quant à eux se résoudre à l'impossibilité de toute action collective, dont l'émergence au début de la décennie a fait long feu.

Brigitte BERTHOMIEU (Directrice de cabinet du président de Saint-Quentin-en-Yvelines)

Si tous les facteurs évoqués en termes d'immigration, d'évolution des quartiers et de relations intergénérationnelles ont sans doute une incidence sur l'exacerbation des rapports hommes - femmes, il me semble que le sujet fondamental de ce séminaire n'a pas été réellement creusé. Cela témoigne sans doute du silence qui pèse encore aujourd'hui sur ces questions et qui empêche qu'un débat s'instaure sur les causes de la violence et peut-être sur les solutions possibles pour y remédier.

Abdelhafid HAMMOUCHE

D'une manière générale, les relations entre hommes et femmes ne posent pas trop de difficultés tant que les enfants sont en bas âge. A partir de l'adolescence, en revanche, si le père reste attaché à un rapport à l'autorité hérité de son éducation et à certaines exigences sociales, et si la famille est confrontée à un environnement difficile, la famille tend à exploser. De nombreux hommes abdiquent, considérant, d'une part, qu'ils ne peuvent rien faire face à leur enfant et, d'autre part, que toute manifestation d'autorité serait mal perçue par la « société ».

Simone de Beauvoir affirmait en substance que l'on traitera des rapports de genre lorsque l'on ne ligotera pas nécessairement les femmes à la maternité. Pour le moment, les relations hommes – femmes continuent de se jouer pour une bonne partie dans le rapport à l'enfant.

François MENARD (Chargé de mission à la DIV)

Il ne faut sans doute pas réduire la difficulté à faire exister un débat sur la violence et à faire émerger de l'altérité interne dans les populations immigrées à la seule faute des institutions publiques, même s'il est vrai qu'elles ont effectivement jeté un regard suspicieux sur les regroupements entre pairs.

Dans les années 1980, lorsque les jeunes Maghrébins ont pris la parole pour accéder à l'égalité avec le reste de la jeunesse, ils n'ont pas reconnu la parole de leurs parents. Ils l'ont plutôt récusée, considérant ces derniers comme une génération sacrifiée. Le débat a donc été différé. Il réapparaît aujourd'hui, alors que l'on considère les jeunes beurs des années 1980, à leur tour, comme une génération perdue et que l'on convoque la mémoire des parents pour essayer de comprendre les rapports entre les parents et les enfants et entre les hommes et les femmes.

Abdelhafid HAMMOUCHE

Il ne peut être question de parler de génération perdue, quelle que soit l'époque, dans la mesure où chaque génération a ses attentes et trouve ses plaisirs dans le contexte qui est le sien. Il serait anachronique de regarder la génération des primo arrivants en les plaignant du peu de vacances qu'ils ont eues, par exemple.

Certaines femmes se sont toutefois pensées sacrifiées par rapport à une image romantique du mariage, qui ne correspond pas à la réalité de leur époque. A partir de ce constat amer, certaines femmes,

qui ne supportent plus le rapport à leur mari, trouvent les ressources psychologiques pour partir. D'autres considèrent que la conception dont elles ont héritée d'un mariage permettant de s'afficher avec un homme est primordiale, et restent.

Luc FARALDI

Au-delà des modèles et des idéaux que proposaient la vie ouvrière, je m'interroge sur la capacité de recomposition qu'ont eue les familles alors que les quartiers usines disparaissaient.

Abdelhafid HAMMOUCHE

On constate tout d'abord un nombre croissant de divorces, qui, contrairement aux années 1970, ne passent plus par la répudiation mais par la voie judiciaire. Si certains hommes retournent alors vivre dans des foyers, d'autres ont les ressources psychologiques nécessaires pour repartir se marier au pays – ce en quoi ils affirment que le modèle dont ils ont hérité ne peut être dépassé. Quant aux femmes, certaines parviennent à vivre seules – avec ou sans enfants –, d'autres connaissent des situations atypiques – lorsqu'elles commencent à travailler à un âge relativement avancé, par exemple. Certaines dérives ne sont pas exclues (la prostitution, par exemple), de même que les cas où les femmes ne recomposent pas. Soulagées de ne plus subir la pression de leur mari au quotidien, elles se contentent toutefois de gérer le passé sans se construire un avenir.

Sylvie SAVINA (responsable du département lien social - services publics, DIV)

Il est regrettable que la femme immigrée soit toujours présentée sous les traits de la femme au foyer, alors que nombre d'entre elles ont travaillé en France, et ce, dès leur arrivée. Il serait intéressant d'étudier les espaces de socialisation qu'elles ont pu trouver grâce à leur emploi et qui leur permettraient souvent de sortir des schémas préconçus dans lesquels elles continuent souvent à être enfermées.

Giovanna ESPOSITO (Directrice du GIP pour le Grand Projet de Ville d'Aulnay-sous-Bois – Sevran)

Pour éviter de stigmatiser encore davantage les quartiers de la politique de la ville et les jeunes qui y vivent, il me paraissait délicat de parler de vide culturel, comme vous l'avez fait. Je parlais jusqu'à plutôt de «pauvreté culturelle». Or, cette notion renvoie à l'émergence d'une subjectivité, qui oblige les individus à prendre en charge leur propre construction identitaire collective. C'est pourtant bien dans une société en recomposition permanente, ouverte par définition du fait de son urbanisation quasi générale, qui implique la diversité des origines dans les cités et le frottement à la culture des autres sociétés urbaines, elles aussi composites et en mouvement, que se joue aujourd'hui l'enjeu des relations hommes-femmes. Longtemps, les sociétés ont structuré les rôles sociaux à partir de l'appartenance sexuelle. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, puisque les femmes – même immigrées – travaillent, elles ont accès à la culture et au savoir. Elles disposent par conséquent des mêmes outils d'intégration sociale et de construction psychologique individuelle.

Pourtant, la relation homme-femmes repose également sur un rapport à la procréation. Il ne faudrait par conséquent pas sous-estimer l'importance des relations sentimentales et sexuelles qui unissent hommes et femmes. Les jeunes filles issues de l'immigration sont confrontées dans leur quartier à un décalage entre leurs aspirations et ce que les garçons sont capables de leur apporter. Lorsqu'elles «osent» faire le choix de regarder vers l'extérieur, elles sont en rupture à la fois avec leur famille et leur héritage culturel et arrivent dans un monde culturel large qui n'est pas nécessairement accueillant. Bien que disposant parfois d'un capital culturel important, elles pâtissent en effet d'un capital social et relationnel faible. Ces jeunes filles se trouvent ainsi face à une situation complexe, ne pouvant pas nouer de relations affectives et sexuelles dans leur quartier et ne pouvant le faire qu'avec difficulté à l'extérieur.

La question de la violence faite aux femmes, qui commence à être prise en compte par la politique de la ville, gagnerait ainsi à ne pas être perçue exclusivement sous l'angle de la sexualité. Le vide culturel qui caractérise ces quartiers sous-tend en effet un éclatement des générations et des communautés, qui empêche tout un chacun de manier l'ensemble des traits qui fondent une collectivité.

Luc FARALDI

Je me demande s'il est juste de généraliser la situation de ces jeunes filles issues de l'immigration, qui ne trouveraient pas de compagnon satisfaisant dans leur quartier.

Abdelhafid HAMMOUCHE

Le «vide» culturel que vivent les jeunes gens dans les quartiers de la politique de la ville vient de ce qu'ils ne s'insèrent pas dans des schémas intergénérationnels, qui leur permettraient d'avoir une «imprégnation» et une confirmation culturelles. Leur stratégie d'évitement dans l'espace public les maintient dans un environnement où la parole ne circule qu'entre pairs et reste par conséquent toujours flottante.

L'évolution de nos sociétés induit nécessairement des recompositions. Les territoires trouveront sans doute du sens demain. Pour l'heure cependant, l'héritage du passé industriel pèse lourdement sur ces quartiers et leur enlève tout sens pour les populations qui y vivent. Dès lors, les jeunes filles et les jeunes gens qui n'y trouvent pas toujours leur place sont parfois contraints à l'exode.

Les rapports
sexuels et affectifs
des jeunes dans
les quartiers de la
politique de la ville

Daniel WELZER-LANG

Sociologue, université Toulouse Le Mirail

De la domination masculine et du « virilisme »

Une violence contre les femmes encore trop minorée

Je codirige actuellement avec Horia Kebabza une étude sur les jeunes filles dans les quartiers d'habitat social au Mirail, à Toulouse. Outre les entretiens auprès des filles et des garçons, le dispositif repose aussi sur un collectif inter-associatif, qui comprend de nombreuses associations de femmes, comme l'APIAF, (qui s'occupe des violences faites aux femmes), des clubs de prévention et des associations de femmes et les jeunes filles qui le désirent. Il nous semble important en effet que nos travaux de recherche servent immédiatement, dans la mesure du possible, aux personnes qui luttent au quotidien contre les phénomènes que nous étudions, en particulier les violences sexistes.

Dans le contexte de la dernière campagne électorale à Toulouse, alors que la question de l'immigration était encore un sujet sensible, la plupart des gens considéraient que le viol collectif était un phénomène très ancien et qu'il n'était pas nécessaire de stigmatiser davantage les quartiers avec ce problème, qui renvoyait essentiellement à la visibilité plus grande qui lui était désormais donnée. Les associations de femmes, des femmes militantes notamment autour de l'Université, ont cependant insisté, regrettant que leur parole ne soit pas réellement entendue.

Il semblerait que notre cécité devant ces nouvelles formes de violences, notre refus d'écouter, cela soit le résultat d'une certaine « ethnicisation » du regard des agents de l'Etat par rapport aux quartiers populaires. Le mouvement progressiste a longtemps accepté l'idée que les immigré-e-s, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, sont par définition différents des autres. Il manifeste à cet égard une attitude que l'on pourrait qualifier de « post-colonialiste », dans la mesure où il refuse de considérer avec objectivité le fait qu'il existe bien une violence spécifique exercée contre les filles dans les quartiers liés aux phénomènes migratoires, qu'il n'existe pas de spécificité liées aux origines culturelles ou ethniques.

La socialisation des hommes

L'étude de la domination masculine conduit à s'interroger sur les changements et les permanences qui caractérisent les hommes dans leurs relations entre eux, et avec l'autre sexe. La socialisation des hommes se fait dans un univers monosexué (la « maison-des-hommes », selon l'expression de Maurice Godelier), d'où sont exclues les femmes. Dans les cours de récréation, les cafés ou les stades, la construction de la virilité se fait par exclusion des femmes et de toute part de féminité chez l'homme (à travers le rejet de l'homosexualité assimilée au féminin). L'éducation des hommes repose sur l'idée que la virilité suppose certains privilèges, dont celui de disposer d'une femme, comme épouse, mère, cuisinière, amante, etc. Etre un homme repose également sur l'idée qu'on doit avoir un bon métier.

Crispation viriliste

Aujourd'hui, dans les quartiers, on assiste sans doute à un problème de «crispation viriliste». La virilité, comme attribut de tous les hommes, en tant que représentants individuels et collectifs du groupe des dominants, peut conduire en effet à des «sursignes» de virilité, lorsque l'homme se sent menacé dans sa virilité. Chaque année, près de 2 millions de femmes sont victimes de violences (cf. *Enquête nationale sur la violence faite aux femmes dans le monde*, Maryse Jaspard, décembre 2001)¹. La domination masculine «naturelle» peut ainsi être amplifiée par des «sursignes» de virilité, qui se traduisent par un sexisme particulièrement marqué contre les femmes et contre les hommes efféminés.

Or, dans les quartiers populaires, les jeunes hommes se montrent effectivement violents aussi bien à l'égard des filles – ce qui peut les conduire au viol collectif –, que sur les hommes efféminés ou fragiles assimilés aux homosexuels. On peut alors émettre l'hypothèse que les garçons qui ont été socialisés comme hommes sont confrontés à la perte des privilèges qui étaient supposément attachés à leur statut. Souvent, ils ne font pas d'études et leurs perspectives professionnelles sont faibles, tandis qu'ils sont rejetés par les jeunes filles de leur quartier, celles-ci ne voyant plus en eux un idéal de relation affective ou sexuelle. Ne pouvant être valorisés en tant qu'hommes par un métier et une place sociale, ils se replient sur les valeurs traditionnelles de la virilité, notamment sur la violence faite aux femmes ou aux hommes qualifiés d'homosexuels. Ils résistent ainsi à l'évolution du rapport hommes-femmes, très perturbés par la revendication des femmes à l'égalité. Notons d'ailleurs que ces replis virilistes, comme formes de résistances masculines au changement, caractérisent aussi, dans d'autres espaces sociaux certains pères divorcés en guerre contre toutes les femmes ou des hommes qui incapables de satisfaire des demandes de relations altéritaires dans la sexualité se réfugient dans les images fournies par la pornographie.

¹ Actuellement, les résultats de cette enquête donnent lieu à une polémique. Cf. Marcela Iacub, Hervé Le Bras : *Homo mulieri lupus*, les *Temps Modernes*, février-mars-avril 2003 n° 623 (NDLR)

La double contrainte des femmes dans les quartiers

Les effets générationnels

La sexualité est, selon l'expression de Maurice Godelier, un «concentré du social». La sexualité n'a en effet que peu à voir avec le biologique, celui-ci étant largement réinterprété par le social. Sur la quinzaine de jeunes filles du Mirail qui ont été interviewées, il faut distinguer entre deux générations.

Celles âgées de 30 à 40 ans ont marqué une rupture avec la génération de leurs parents et ne se préoccupent donc pas de ce que ceux-ci ont vécu.

Celles qui ont aujourd'hui 20 ans, en revanche, négocient davantage leur position personnelle, en essayant de la concilier avec la position parentale. Elles sont par conséquent beaucoup plus inquiètes par rapport à leur mère et se préoccupent davantage des réactions de leurs parents.

Les effets générationnels se révèlent ainsi importants du point de vue de la transmission et du rapport entre parents et enfants.

Le danger de la féminité

Les filles des quartiers vivent par ailleurs une double contrainte.

La première découle naturellement du fait d'être femme : les hommes les regardent différemment d'eux pour la seule raison qu'elles ne sont pas du même sexe. Pierre Bourdieu a mis en évidence dans ses travaux cette *violence symbolique* qui découle de la «di-vision» du monde, les stéréotypes sociaux imprimant leur marque sur la représentation que chacun-e se fait de l'homme et de la femme.

La deuxième contrainte provient de l'obligation qui leur est faite dans les quartiers populaires d'être une femme «bien», sérieuse. La plupart des filles se vivant comme ordinaires, elles aiment naturellement entretenir des relations amicales, affectives et sexuelles. Elles sont cependant contraintes dans les quartiers de faire attention à ne pas être considérées comme une fille «facile», qu'il serait aisé de s'approprier. Elles n'ont alors d'autre choix que de masquer leur féminité dans leur quartier, quitte à la valoriser hors du quartier, pour enfin accéder à leur statut de femme.

Un désir d'homogamie

Les relations affectives et sexuelles sont possibles pour ces jeunes filles, mais plutôt, en général, avec un jeune homme d'un autre quartier. Les interviews montrent que ces filles échappent aux garçons qui les côtoient dans leur quartier. Elles souhaitent en effet trouver un compagnon qui ne soit pas soumis aux contraintes du virilisme et cherchent à entretenir avec lui une relation qu'elles appellent égalitaire.

Elles ne se désintéressent pas nécessairement des jeunes gens issus de l'immigration. Ils ont en effet l'avantage d'être plus faciles à faire accepter par la famille. Certains parents vivent l'union de leur fille avec un garçon qui n'est pas issu de l'immigration, voire pas du même pays ou du même village, comme une trahison. La plupart de ces jeunes filles ont quoi qu'il en soit un désir d'homogamie (définie à la manière de François de Singly), c'est-à-dire de vivre une relation avec quelqu'un qui leur ressemble, qui soit un peu plus grand et mieux doté en capital culturel et symbolique. Etant donné le nombre de jeunes filles issues de l'immigration qui font des études, cet idéal devient plus difficile à trouver dans leur quartier. Il existe ainsi un grand décalage sur le marché de la rencontre entre le nombre de filles et de garçons disponibles, ce qui n'exclut pas la domination masculine.

Les filles de quartier populaire vivent de surcroît dans une culture du secret, qui empêche de parler de ces dilemmes. Elles se déclarent d'ailleurs prêtes à expérimenter des lieux de discussion entre elles, à Toulouse. Elles hésitent seulement sur la pertinence de créer ces espaces dans leur quartier ou en dehors.

Espace public ou espace privé

Une certaine privatisation de l'espace public

Les recherches effectuées sur les quartiers populaires, notamment à la demande de la DIV, ont conduit à s'interroger sur la distinction entre espace public et espace privé. Or, sur ces territoires, il semble clair qu'une grande partie de l'espace n'est plus public. Qu'il doive être considéré comme un espace privé ou comme un espace «autre» qu'il reste à caractériser.

Lors des interviews, les jeunes filles décrivent ainsi l'espace public en bas de chez elles comme une excroissance de leur espace privé. Surtout, elles parlent de leur quartier comme d'un espace contrôlé socialement par les hommes, comme dans leur espace privé, où le père ou le frère est toujours présent, soit par des propos rapportés, soit par l'intermédiaire d'autres hommes qui se substituent à eux. Le quartier serait ainsi un territoire masculin, où, d'une certaine manière, les hommes, se considérant comme gardiens du territoire, se paient en nature sur le corps des femmes.

L'appropriation sexuelle de femmes

Des interviews ont été réalisées auprès de garçons des quartiers populaires par un sociologue formé à la question du genre. La complicité entre hommes qu'il a donc pu instaurer lui a permis de leur faire exprimer la signification qu'ils donnaient aux «tournantes». Des propos recueillis, il découle que les caves sont des lieux investis par les garçons qu'ils considèrent comme une excroissance de l'espace domestique dominé par les femmes. Dans ces lieux notamment, se déroulent des «tournantes», c'est-à-dire l'appropriation sexuelle d'une femme par un groupe d'hommes. A leurs yeux, il ne s'agit cependant pas d'un viol collectif, mais plutôt d'un abus perpétré individuellement dans un cadre collectif.

Leur description – dont ils ne perçoivent pas forcément le caractère criminel, même s'ils commencent à se sentir mal à l'aise sur le sujet – ressemble en outre aux pratiques telles que le *gang bang* dans les clubs échangistes, où les hommes mettent leur femme à disposition d'autres hommes, parfois célibataires, et s'excitent entre eux du corps de cette femme. Si dans un cas, les hommes payent et dans l'autre, ils forcent ou font céder, la démarche est de même nature. La nouvelle pornographie constitue une forme de résistance masculine au changement des relations avec les femmes. Se sentant mis à mal par la volonté des femmes de participer à la définition des termes dans lesquels les relations sexuelles ont lieu, certains hommes se donnent l'illusion, à travers la tournante, le *gang bang* ou la nouvelle pornographie, que certaines femmes sont demandeuses de ce type de désir sexuel. Mais quoi qu'il en soit, le «viol en réunion» que constitue la «tournante», représente pour moi un dispositif masculin d'appropriation sexuelle d'une proie que l'on force (en la piégeant,

par amour, par violences physiques, par chantage à la réputation, ou une combinatoire de tout cela) à subir le désir de l'ensemble des membres d'un groupe d'hommes. Mais ce qu'on oublie en général de dire :

1/ c'est l'effet «tournante» comme structrateur sur une quartier des représentations masculines collectives envers les filles, qu'il existe de nombreuses «tournantes» ou pas ;

2/ que ce dispositif d'appropriation sexuelle est aussi un cadre temporel.

Nos témoignages d'auteurs signalent des «tournantes» qui se sont effectuées sur plus de 6 mois sur la même femme.

Dans ces quartiers, les lignages peuvent aussi permettre de faire circuler les affects (par l'intermédiaire des cousins ou de membres de la famille étendue), car ils protègent les jeunes filles contre toute image de fille dévergondée. Le peu d'espace privé qui leur est concédé en la matière les pousse en outre de plus en plus souvent à avoir recours au *cybersexe* pour fantasmer sans contrôle. L'homosexualité n'est pas non plus acceptée dans les quartiers populaires. Soit elle est déniée, soit elle est vécue par le biais des «tournantes», où le corps de la femme est utilisé par les hommes pour bander ensemble.

Un nécessaire retour des politiques publiques

Un travail de prévention devrait par ailleurs être fait sur la question de l'amour, qui apparaît comme un moyen très puissant de pression sur les filles, dans la mesure où il est souvent à l'origine de l'acceptation par celles-ci des tournantes auxquelles leur petit ami les amènent.

L'un des moyens essentiels permettant aux femmes de lutter positivement contre les discriminations est d'accéder à la politique. La rencontre avec la marche des femmes organisée à Toulouse a ainsi donné lieu à une libération de la parole de la part des mères, qui ont quitté un instant la rigueur qu'elles imposaient à l'éducation de leurs filles pour témoigner des violences qu'elles avaient subies ou subissaient encore de la part de leur père, de leur mari, ou d'autres hommes. En parlant en tant que femme, et non plus en tant que mère, elles ont pu établir un lien avec leurs filles, qui vivaient dans la crainte de subir ces mêmes violences ou les subissaient déjà à leur niveau.

Aujourd'hui, les travailleurs sociaux qui acceptent de poser la question du genre dans leurs pratiques ne sont pas soutenus par les pouvoirs publics. Ceux-ci ne considèrent pas la situation des femmes en tant que telle comme prioritaire. Pourtant, la «colère» des filles dans les quartiers a atteint un tel degré, qu'il n'est plus possible de refuser de les entendre. Comme souvent, c'est à travers la lutte des plus opprimés que les phénomènes d'oppression vécus par la majorité pourront être surmontés.

Discussion avec la salle

Isabelle GOANVIC

La définition de la tournante comme dispositif d'appropriation sexuelle me choque, car, d'un point de vue juridique, elle tendrait à assimiler la femme à un objet, à nier son altérité, alors que le viol se caractérise par une absence de consentement lui restitue son statut d'individu et son altérité.

Lors des affaires de viol en réunion, on constate par ailleurs souvent, lorsqu'elles se déroulent dans les lieux familiers du quartier, qu'il existe une véritable stratégie de repérage de la victime de la part des agresseurs et que l'un d'eux est souvent conduit à nouer des relations affectives avec la jeune fille.

Il apparaît également souvent que les auteurs de ces viols n'ont pas conscience d'avoir commis un crime, considérant la jeune femme comme une « salope ».

Ces affaires sont, quoi qu'il en soit, encore difficiles à traiter, du fait d'un manque de formation des différents intervenants au questionnement et à la constitution de dossiers probants.

Daniel WELZER-LANG

Les jeunes hommes ne sont en effet souvent pas conscients d'avoir « violé », parce qu'ils se réfèrent à une figure mythique du violeur qui se réduit à de la violence et à du sang. Leur situation leur paraît très éloignée de cela. Il est intéressant aussi de constater que la jeune fille ne sait généralement pas qu'elle a été l'objet d'un échange, car la tournante se fonde essentiellement sur une complicité entre dominants pour faire circuler la femme dans le groupe des pairs.

Il serait sans doute utile d'approfondir ces recherches pour trouver une définition légale plus juste, mais aussi pour comprendre ce que les hommes, d'une part, et les femmes, d'autre part, mettent derrière ce mot. Le véritable enjeu n'est toutefois pas de mettre 2 millions d'hommes violents en prison, mais de faire évoluer les mentalités masculines, en les faisant notamment réfléchir à leurs actes.

Danielle BITAN

Des rencontres avec des mineurs de 13 à 18 ans arrivant à la prison de Fleury-Mérogis montrent en effet qu'il existe une différence fondamentale entre le dispositif d'appropriation sexuelle du corps d'une femme et le viol. La plupart de ces mineurs ne sont pas en prison pour avoir organisé une tournante, mais la quasi-totalité a déjà participé à l'une d'entre elles. Il faut cependant du temps pour leur faire comprendre que la sexualité ne se réduit pas à une fonction génitale et qu'elle entraîne nécessairement un certain nombre d'affects. Le cheminement intellectuel que parviennent à faire ces adolescents permet de restituer une dimension de sujet, non seulement à la victime, mais à eux-mêmes.

Dans la plupart des cas, un jeune garçon peut être amené à rencontrer une fille et avoir des rapports sexuels avec elle. Mais c'est pratiquement toujours à l'insu de celle-ci qu'une forme de propagande pousse le garçon à rameuter ses camarades. Ceux-ci procèdent alors un par un, ce qui leur fait également dire qu'il ne peut s'agir d'un viol collectif. Il apparaît que ces garçons ont le plus grand mal à appréhender ce que la loi a à dire sur cette question, qu'ils vivent quasiment comme un rituel d'initiation à la sexualité, dont la femme n'est que l'objet. Ils s'appuient ainsi sur le modèle de la fille facile et, en arrière-plan, du film pornographique, car ils assimilent la nécessité de séduire à une blessure narcissique grave. Ils considèrent ainsi que la fille n'ayant pas dit non ou n'ayant pas réagi immédiatement, était consentante. Il leur apparaît alors incompréhensible que cet acte puisse leur être reproché.

Daniel WELZER-LANG

Il faut distinguer entre la caractérisation juridique et politique du viol, d'une part, et l'analyse que l'on peut en faire comme dispositif d'appropriation sexuelle. Même si certains chercheurs peuvent considérer la tournante comme un phénomène relativement rare, il n'en demeure pas moins qu'elle agit de manière effective sur l'inconscient collectif de tous les quartiers, structurant l'ensemble du rapport des garçons aux femmes. La complicité collective va dès lors bien au-delà des hommes qui y participent.

Muriel MESSIN (Mouvement français pour le planning familial)

Les actions que nous menons dans le quartier des mineurs de la prison de Villepinte nous ont permis de comprendre que ces jeunes gens avaient souvent soit été violés eux-mêmes, soit été témoins de maltraitance, lors de violences conjugales ou lors de guerre dans leur pays d'origine. Dans toutes ces situations, la femme était vue comme un objet. C'est pourquoi ils considèrent facilement qu'une femme ne disant pas non, dit implicitement oui.

Daniel WELZER-LANG

Lors des témoignages que nous avons recueillis, les garçons n'admettaient jamais avoir subi de quelconques violences sexuelles. Cela montre qu'il est toujours plus facile pour un homme de parler des violences qu'il exerce sur les autres que de celles dont il est lui-même la victime.

Annie TOBATY (Proviseur d'une cité scolaire, Villeneuve-la-Garenne)

Dans notre collège, un groupe de garçons de 12 ans s'est « approprié sexuellement » une jeune fille de 13 ans pendant six mois. Tous les garçons et les filles des classes de 6ème étaient au courant, mais n'ont rien dit ni à leurs parents – quels que soient la classe sociale et le quartier de résidence – ni aux élèves plus âgés de l'établissement. Au cours des discussions organisées dans ces classes, il est apparu que les filles comme les garçons jugeaient cet acte comme non grave, la jeune fille n'étant pas considérée comme un sujet.

Danielle BITAN

Il faut se rappeler tout d'abord que la curiosité sexuelle durant l'adolescence est normale. Si certains jeunes n'ont peut-être pas parlé par peur des représailles, il y a pu également y avoir une fascination collective pour cet acte d'ordre sexuel, qui, dans un premier temps, est compréhensible. Cette curiosité ne permet cependant pas d'en légitimer toutes les conséquences. Il est important, dans ce cadre, qu'une parole d'adulte vienne signifier les bornes que les enfants ne doivent pas dépasser dans ce domaine.

En l'absence de points de repère, la prégnance du groupe des pairs est telle qu'elle donne lieu sans frein à toutes les violences possibles. Il est frappant de constater le vide de sens dans lequel les jeunes auteurs de crimes sexuels se trouvent enfermés. Dans cette perspective, ne pas participer aux agissements du groupe, c'est prendre le risque d'en être exclu – ce qui est particulièrement mal vécu à un âge où le désir d'être comme les autres est si fort.

Annie TOBATY

Le fait qu'une jeune fille de milieu aisé, n'habitant pas dans un quartier populaire, puisse savoir pendant six mois qu'une fille de sa classe subit un viol collectif sans avoir l'idée d'en parler à ses parents pose des problèmes majeurs en termes d'éducation et de prévention.

Daniel WELZER-LANG

En 1987, une étude avait été réalisée en France, dans le but de mener des campagnes de prévention contre les abus sexuels. Il est apparu, à la surprise de la majorité, qu'entre 6 et 8 % des garçons et des filles en étaient victimes. Les secrets dans ce domaine ont toujours été bien gardés. Aujourd'hui, seulement, la boîte de Pandore est ouverte.

Nous nous situons de surcroît dans une période de renégociation des rapports sociaux de sexe. Or la sexualité constitue un point de crispation des conflits. Les corps des individus considérés comme les plus faibles (femmes, enfants, homosexuels) sont les otages de cette crise. Cela montre à quel point il est urgent que les pouvoirs publics mettent en place des cellules de réflexion spécifiques sur la question.

Luc FARALDI

J'aimerais savoir s'il existe d'autres modèles de relations sexuelles et affectives entre filles et garçons des quartiers de la politique de la ville que celui des tournantes et si la crispation viriliste des hommes trouve son pendant chez les femmes.

Isabelle GOANVIC

Il me semble que l'éducation à la sexualité est absente chez les garçons. Ceux-ci semblent en effet ne concevoir la sexualité que sous une approche de type stimulus-réponse. Les jeunes hommes interrogés dans le cadre d'affaires de viol en réunion paraissent ne pas savoir résister à la frustration. Il faut cependant constater qu'ils sont face à une absence totale de discours social sur la sexualité. La société n'éduque pas les garçons à ces questions.

Christine BULOT (Directrice du centre de ressources sur la politique de la ville dans le Val d'Oise)

Les interviews d'une centaine de femmes et de quelques hommes dans le cadre d'une recherche-action dans les quartiers de l'Est du Val d'Oise nous ont conduit à réaliser que les acteurs institutionnels n'abordaient les questions de violences que sous l'angle de l'immigration. Or, la majorité des jeunes individus interviewés ont souligné, de leur côté, l'absence d'écoute et de soutien des adultes, en général, et des institutions, en particulier, lorsqu'ils se trouvaient dans une situation de victime.

Lors de l'affaire du viol collectif d'Argenteuil, il a été frappant de constater que les professionnels du travail social ont nié la réalité des faits en s'associant au discours des jeunes hommes, dénigrant les jeunes victimes et considérant qu'elles n'avaient eu que ce qu'elles méritaient. La question dépasse largement les quartiers de la politique de la ville et interroge la société française dans son ensemble.

Il apparaît par ailleurs qu'un nombre non négligeable de jeunes filles choisissent de se voiler, alors qu'elles ne sont pas nécessairement issues de l'immigration et proviennent parfois de milieux relativement aisés. Ce choix est fait pour se protéger des violences que celles-ci subissent de la part de garçons et d'hommes. Ce constat s'accompagne en outre d'une évolution des codes vestimentaires et des langages utilisés par les filles, qui ne manquent pas de surprendre les parents, comme les professionnels du champ social. Toutes ces questions interrogent aujourd'hui l'ensemble de la société quant à l'évolution des rapports hommes-femmes.

Daniel WELZER-LANG

Les 15 et 16 mai, un séminaire est organisé à l'université de Toulouse Le Mirail sur le thème : «Genre et immigration».

La question du virilisme n'a pas de pendant féminin, dans la mesure où le rapport de domination est fondamentalement asymétrique. Si certaines femmes peuvent prétendre ne trouver leur place que dans la soumission et le travail domestique, cette position n'a pas les mêmes effets sociaux que la crispation viriliste constatée chez les hommes.

Les hommes ont souvent du mal à parler de sexualité, dans la mesure où leur éducation sexuelle – comme le montrent les films pornographiques, par exemple – se passe de mots. Les garçons comme les hommes pâtissent ainsi d'un manque de vocabulaire sexuel et affectif certain.

Marie-Blanche Tahon, une sociologue québécoise spécialiste de la famille, compare le choix du voile fait par les filles se réclamant de l'Islam à la minijupe des jeunes femmes dans les années 1960 : un bout de tissu qui ne sert à rien, mais joue comme signe de distinction, permettant de montrer quelque chose. Il faut s'interroger sur ce que les filles montrent quand elles font ce choix. Je pense qu'il ne se réduit pas à une soumission à la religion, dès lors où ces filles, au-delà d'un discours officiel très radical, ne se privent pas de fumer ou de boire, lorsqu'elles sont chez elles.

Nos recherches doivent continuer à se nourrir d'interviews, mais aussi d'un travail commun permettant de déterminer une typologie pertinente des rapports sexuels et affectifs des relations hommes-femmes dans les quartiers de la politique de la ville.

Les viols en réunion

Béatrice SBERNA

**Sociologue, Ecole des Hautes Etudes en
Sciences Sociales**

La «tournante» est un sujet difficile qu'il est utile dans un premier temps d'analyser avec distance.

Les conditions de la recherche

Je suis formatrice dans une école pour éducateurs spécialisés et assistants de services sociaux. Mes audits et travaux de recherche m'ont conduite à travailler sur le phénomène RAP (thèse de doctorat de l'EHESS) avant de mener une recherche action sur le thème de la tournante .

Cette recherche-action dont je vais vous exposer ici les points forts est le résultat d'un croisement de réseaux entre les missions que j'ai effectuées auprès des ministères de l'intérieur et de la justice et une action militante au sein du collectif 13 droits des femmes, commanditaire de la recherche action.

L'étude de la tournante a été soutenue par une trentaine d'associations féministes, luttant contre toutes les formes d'exclusion, des partis politiques et des syndicats de gauche.

Une commission nommée tournante, composée des associations SOS Viol, le Planning familial et la coordinatrice du collectif a été créée pour l'occasion. Depuis la remise du rapport, elles effectuent en collaboration avec SOS femmes battues un travail d'analyse sur les résultats de la recherche.

Les résultats de la recherche

La définition de la tournante ne se réduit pas au viol collectif, mais doit être comprise comme la commercialisation d'un viol. Il existe en effet, au départ, une relation de binôme, entre l'agresseur et la victime, qui est affective en arrière-fond. C'est généralement après être tombées amoureuses de garçons avec qui elles entretenaient une relation sexuelle et affective que des jeunes filles ont accepté de «tourner» avec d'autres garçons.

La tournante est également indissociable de l'organisation criminelle de type mafieux, qui est sous-jacente et peut conduire ensuite à la prostitution.

La violence conjugale doit également être intégrée à cette définition, dès lors qu'il y a rapport amoureux et pluralité des partenaires en binôme – les viols n'ayant lieu la plupart du temps qu'avec un seul garçon à la fois.

Trois variables permettent ainsi de rendre compte de la singularité du phénomène :

- une violence, qui est intégrée à travers une domination symbolique ;
- un système organisé sur le mode de la prostitution ;
- une manipulation affective.

Il s'agit là très clairement de la traite d'êtres humains.

Plus que de genre, il est plus pertinent de parler de rapports sociaux de sexe, dans la mesure où le territoire – qu'il s'agisse des quartiers populaires ou de la banlieue – doit être intégré dans une approche globale sur les violences sexuelles faites aux femmes.

La sociologie de cette violence renvoie à la sociologie de la domination, qui intègre dans le rapport hommes-femmes, la domination masculine. La violence est à la fois d'ordre ethnique, sexiste et symbolique – la manipulation sous-jacente étant notamment fondée sur le rapport affectif, en faisant appel à des schémas d'interprétation du monde et des rapports sociaux de sexe.

Dans le cadre des violences sexuelles faites aux femmes, les associations féminines et féministes se positionnent du point de vue des femmes victimes. Le travail sur les rapports sociaux de sexe et/ou sur les schèmes d'interprétation du monde de l'homme agresseur ne sont généralement pas une priorité pour les associations de terrain. Or, s'il demeure sans aucun doute fondamental de restaurer l'état psychique et physique de la femme victime d'une agression, il existe néanmoins un risque de la rendre dépendante de son statut même de victime. Les femmes doivent être actrices de leur vie.

Les associations ont par ailleurs tendance à rejeter le terme de «tournante», considérant qu'il ne rend pas compte du viol. Dans le cadre d'une recherche en sociologie, il est cependant important de prendre ce terme à bras le corps car il existe et rend compte de certains faits, dont la simple appellation juridique de viol ne rend pas compte. Sociologiquement, la tournante est une catégorie de viol à part, dans la mesure où les filles ne sont pas uniquement violées, mais entrent également dans une organisation de type mafieux intégrant

un système de violence conjugale. Peut-être le fait que la femme soit «donnée» par l'homme qu'elle aime à d'autres hommes renvoie également à la femme donnée dans le cadre de mariages, que Claude Lévi-Strauss a étudiés. Il est aussi possible de s'interroger sur la dimension homosexuelle de la femme utilisée comme intermédiaire entre des hommes.

Parmi les systèmes de domination, la domination symbolique paraît la plus pertinente pour définir le phénomène de la tournante.

Il convient également de s'intéresser aux populations les plus jeunes, les filles violées étant quasiment toujours des mineurs entre 13 et 15 ans. Les tournantes s'organisent le plus souvent dans «les quartiers» mais aussi dans le cadre du collège, où, de manière très méthodique et hiérarchique, un garçon, qui fait figure de leader, donne la fille avec qui il a eu des relations sexuelles à des «sous-chefs». Cette organisation très structurée et qui ne relève en rien du hasard conduit par ce fait aux réseaux de prostitution, dont l'organisation est similaire.

Synthèse

Deux concepts clés relèvent de la tournante : les conditions de vie, en tant que rapport au territoire, et l'existence d'une organisation criminelle.

Les paramètres dominants permettant d'appréhender le phénomène sont, d'une part, les rapports territorialisés de sexe – les tournantes sont fortement liées aux quartiers populaires, comme l'échangisme l'est à la bourgeoisie – et, d'autre part, la délinquance. Si les femmes doivent être prises en charge en tant que victimes, les auteurs de tournantes doivent également être pris en considération, dans la mesure où ils sont enfermés dans des schémas de rapports hommes-femmes spécifiques qu'il faut comprendre pour mieux les faire évoluer.

Les variables secondaires sont le rapport conjugal – qui existe même sans vie commune, la manipulation et le système prostitutionnel.

Pour travailler sur ce phénomène, certaines disciplines doivent être convoquées, telle que la sociologie urbaine et l'anthropologie politique (pour comprendre les stratégies sociales qui régissent le phénomène).

En termes de recherche appliquée, il est important que, sur la base de ce rapport – dont les discussions auxquelles il a donné lieu au sein du collectif seront publiées en annexe – les associations de femmes continuent de travailler avec les victimes sur le terrain, et plus particulièrement dans les quartiers populaires. Il est également indispensable qu'un travail soit entamé auprès des délinquants masculins. Les Ministères de l'Intérieur et de la Justice ont donc leur rôle à jouer vis-à-vis des agresseurs, mais le Ministère des Affaires sociales et la DIV ont aussi leur part dans la lutte contre les violences sexuelles contre les femmes.

Point de vue sur le séminaire

Goucem REDJIMI Sociologue, IRESCO/CNRS

Pour une appréhension plus complète de la question des rapports hommes-femmes dans les quartiers de la politique de la ville, il peut être utile, à ce stade de la réflexion, d'élargir le champ d'étude à d'autres dimensions. Plusieurs pistes de réflexion peuvent être dégagées.

La violence générée par la vie sociale et politique

Il convient tout d'abord de s'interroger sur la manière de rapporter le problème des rapports entre les sexes à celui de la violence, sans stigmatiser encore davantage les jeunes des quartiers. Pour cela, il apparaît nécessaire de penser la violence sans que sa signification lui soit toujours extérieure et sans la rejeter dans une sorte de «dehors» : car la violence existe dans la vie sociale et politique.

Une sous-culture de la violence renforcée par le groupe

D'une manière générale, les conduites violentes n'effraient pas seulement par la détresse sociale qu'elles expriment ou par la brutalité qu'elles révèlent. Mais les peurs et les interrogations qu'elles engendrent sont avant tout suscitées par la dimension collective de ces violences sexuelles. De ce point de vue, il semblerait qu'une sous-culture de la violence se développe dans les quartiers. Cette violence est constitutive de comportements qui sont d'abord sociaux et collectifs, et rarement ceux d'individus isolés. D'ailleurs, les discours individuels se trouvent ainsi le plus souvent en contradiction par rapport aux comportements collectifs. Les jeunes, pris isolément, condamnent généralement sans appel ces agissements, qui collectivement sont pratiqués et admis.

Des études montrent que dans un espace public perçu comme étranger ou hostile, un individu a tendance à se dissoudre totalement dans le groupe. Les jeunes se trouvent ainsi à tel point intégré dans leur groupe qu'ils ne s'aventurent quasiment jamais seuls en dehors de la cité, car celle-ci, comme les membres du groupe, est perçue comme le seul lieu de protection où ils sont reconnus dans leur identité propre. Les jeunes n'existent ainsi dans l'espace public que collectivement, alors qu'ils ont le sentiment d'être méprisés individuellement et de ne pas exister. Or, le groupe impose, vis-à-vis de l'intérieur comme de l'extérieur, des règles extrêmement contraignantes – qui rendent souvent incompréhensibles pour un regard étranger les enchaînements violents auxquels celles-ci peuvent donner lieu.

C'est donc le groupe en tant que tel qui est vecteur de conduites violentes et d'agressions, et non une personnalité «déstructurée» ou mal «socialisée». La violence s'inscrit d'ailleurs dans un ensemble de conduites de groupe, qui n'est pas séparable de l'homophobie ou du racisme ou d'autres comportements extrêmes.

Une infériorisation de la dimension sociale des filles

Vis-à-vis des filles, ces jeunes adoptent une attitude conforme à celle du groupe, chacun n'existant que par la démonstration et l'apparence. Le groupe est porteur d'une logique et d'un code propres, qui permettent à des jeunes dépourvus des ressources sociales et culturelles personnelles nécessaires de «frimer» auprès des filles. Il leur permet aussi d'affirmer une virilité qui peut aller

jusqu'à l'infériorisation de l'autre sexe, voire son aliénation, afin d'obtenir ainsi une reconnaissance collective. Lorsque l'on appréhende les phénomènes de violences sexuelles sur les femmes, il est par conséquent important de percevoir à quel point le groupe prend en charge et garantit une virilité que le jeune seul ne se sent pas capable d'endosser et dont l'affirmation peut se faire dans la brutalité.

De plus, dans une société qui subit la déstructuration des rapports sociaux caractéristiques de l'ère industrielle et la crise de ses institutions, en particulier de celles supposées assurer l'individuation des personnes – au premier rang desquelles, l'école – les traits de cette évolution tendent à se durcir. Les jeunes n'étant plus définis par leur rapport au travail, ni par une culture professionnelle, ils cherchent à regagner une marque extérieure. Ce code de l'honneur qui régit généralement les groupes de jeunes permet ainsi de compenser l'infériorité et le mépris qui sont ressentis par rapport au reste de la société.

Par les violences qu'ils exercent contre les filles – qu'il s'agisse de machisme ou de tournantes – les garçons entendent non seulement marquer une supériorité sociale sur celles-ci, mais plus fondamentalement, rejeter toute dimension subjective pour les ramener à leur pure dimension sociale.

Une adhésion au modèle consumériste

L'adhésion de ces jeunes à un modèle de consommation auquel tous n'ont pas les ressources psychologiques et culturelles suffisantes d'accéder complètement, les conduit à une violence sans frein de prédation. L'image de la société de consommation, véhiculée par les médias et la publicité, devient leur seule référence et leur seul langage – dont ils traduisent à leur manière le sens car c'est aussi pour eux le seul niveau où ils peuvent trouver un début de réalisation de leur appartenance à la société et à la modernité. Ainsi, les jeunes se construisent en tant qu'individus par ce besoin de consommer, y compris au mépris de la légalité, et se donnent en spectacle sur la scène publique dans une attitude parfois défiante et agressive.

Cette posture constitue le noyau dur de leur identité, dans la mesure où elle constitue le seul moyen pour eux de croire qu'ils ont accès aux valeurs marchandes de la société. C'est finalement par celui-là seul qu'ils finissent par se considérer au même niveau que le reste de la société, dont ils se sont sentis jusqu'à présent rejetés et exclus – à travers l'échec scolaire, les rapports tendus avec la police ou la justice, l'image négative et sans appel que les médias leur renvoient d'eux-mêmes et de leur quartier souvent décrit comme un ghetto. L'apprentissage de l'appartenance de ces jeunes à la société ou, plus globalement, à la nation, se fait dans l'irrespect de soi par l'autre et de l'autre par soi. Dans l'impossibilité de pouvoir se créer en «communautés positives», les jeunes se forment en communautés adéquates. Or dans cette perspective la seule valeur qu'ils ont à disposition est celle du consumérisme.

Une perte d'autonomie

Ces comportements témoignent finalement d'une logique paradoxale : plus l'individu contribue à la construction du groupe et à son fonctionnement, plus il se dissout en tant qu'individu. Il se fabrique une image au risque de s'y perdre, tandis que ce qu'il est vraiment finit par lui échapper totalement.

Par ailleurs, dans la mesure où il ne contrôle pas sa propre image, celle-ci tend à être rapidement stéréotypée et stigmatisée par les regards extérieurs, qu'ils soient médiatiques, scientifiques ou, surtout, institutionnels. Pire, l'individu finit par intérioriser la catégorisation dans laquelle ces regards l'enferment. Il n'est pas rare d'ailleurs que les jeunes reprennent à leur compte les explications et catégorisations négatives qui sont invoquées à leur égard («racaille», «barbare», etc.).

Il est possible que les plus démunis, qui ne peuvent se conformer aux exigences des valeurs républicaines universelles, soient victimes de ces valeurs elles-mêmes, qui ont tendance à les rendre responsables, comme «individus négatifs», selon l'expression de Robert Castel, du poids de leur échec et de leur infirmité sociale.

La violence générée par le regard des médias

Une étude sérieuse des phénomènes de violences ne peut s'affranchir de l'influence des médias. Ceux-ci contribuent en effet à la production de ces phénomènes en en donnant des représentations simplifiées et distordues, et en construisant l'image d'une société mise en péril par de nouvelles «classes dangereuses» ou l'instauration de «zones de non droit». Les médias exercent leur effet sur le phénomène tel qu'il opère ensuite en dehors d'eux-mêmes.

Il existe en outre, à l'heure actuelle, une lourde tendance à définir les populations selon des catégories ethniques, et dont les jeunes des quartiers n'échappent pas. Ceux-ci portent en effet le signe d'une différence qui n'est pas intégrable par la majorité. Il s'agit de rendre légitime l'ethnicisation, de façon à ce qu'elle devienne plausible et permette de donner une image de l'Autre uniquement selon une forme distinctive, autrement dit différentialiste.

Le sociologue Bernard Charlot considère pour sa part que les discriminations raciales auxquelles sont confrontés les jeunes, qui sont de plus en plus définis du point de leur ethnie, s'articulent sur d'autres discriminations, notamment sexuelles. Le sexisme brutal qui se développe serait ainsi une réaction à l'humiliation que ressentent les garçons, victimes de discriminations ethniques.

Il ne faut certes pas réduire la violence dans les médias à ses représentations extrêmes mais la règle est plutôt l'effacement ou l'absence dans les médias des populations stigmatisées et le plus visées par ces phénomènes. A ce propos, un ouvrage paru en 1952 aux Etats-Unis, *Invisible man*, de Ralph Ellison, montre que dans les années 1950, l'homme noir est toujours «l'homme invisible» qui n'existe pour l'essentiel que lorsqu'il est présenté sous le jour du meurtrier ou du violeur. Dans nos banlieues, les jeunes n'existent pour leur part qu'à travers la figure du «casseur» ou du «violeur». Cette image constamment négative et disqualifiante ne saurait être sans effet.

La résistance ou la construction d'une individualité

La construction d'une individualité se joue à travers des formes de résistance et d'expression.

Récemment, de nombreuses associations de femmes se sont créées, tandis que d'autres plus anciennes se sont renforcées. Si elles centrent principalement leur action sur la lutte contre les violences sexuelles (cf. la marche des femmes) et situent leur démarche au cœur de la défense des droits et de la dignité des femmes, elles prônent cependant une forte volonté d'intégration dans la société, la participation à la citoyenneté, appellent au dialogue et au rapprochement intercommunautaire, condamnent toute forme d'exclusion et de discriminations et oeuvrent au service des valeurs républicaines et de la démocratie. Cette forme de participation est la plus consensuelle en ce qu'elle correspond aux valeurs universelles, même si cela se passe dans une société elle-même en crise sur ses propres valeurs.

Si l'émancipation féminine passe par l'action des femmes et un travail de réflexion sur elles-mêmes, l'action emprunte parfois des voies diverses, y compris celles qui semblent a priori empêcher une réelle autonomie. Dès lors, certains se crispent sur les formes d'action qui leur paraissent «aliénantes» – le port du foulard, notamment. Les études ont cependant montré une réalité relativement complexe à ce sujet. Les jeunes filles qui ont fait le choix du voilement et le revendiquent comme mode d'autonomie ne manifestent en aucun cas un rejet d'intégration dans la société. L'arrivée des jeunes filles musulmanes constitue même un changement profond au sein des groupes communautaires dont elles se réclament. L'islamisation des jeunes filles, qui s'accompagne de revendications d'ordre féministe assumées, peut en effet contribuer à remettre en question la répartition des rôles au sein des communautés beures dans la société française.

Le traitement infériorisant qui constitue leur expérience quotidienne dans de nombreux domaines – le rapport qu'elles entretiennent avec leurs frères, leur famille, leur quartier, etc. – est ainsi renversé par le simple fait de partager la religion avec le genre dominant et d'en discuter sur un pied d'égalité. Ceci contribue aussi par-là même à *conflictualiser* les rapports entre les sexes. Malgré la contradiction de ce choix avec les valeurs républicaines, il faut y voir également une forme d'expression importante dont il s'agit de tenir compte, en particulier au regard de la problématique de ce séminaire.

Conclusion

Les conceptions qui voient dans *l'individu négatif* l'impossible construction de soi, pour les plus démunis dans une société qui les exclut, ne constituent sans doute pas une explication suffisante à la violence.

Il est probable que la raison pour laquelle les jeunes n'ont pas la capacité de se rassembler en *communauté positive*, trouvent difficile de participer à la vie de la Cité et sont méfiants de tout et de tout le monde, y compris d'eux-mêmes, est qu'ils ont en grande partie complètement intériorisé les normes sociales et l'identité construites par la majorité et qu'ils finissent par vivre comme une infériorité et une incapacité à se constituer en individus autonomes.

Dès lors, pour prendre en main leur propre sort, tous les moyens sont bons, notamment les voies les plus illégales et la transformation de leur rage contre eux-mêmes (toxicomanie, participation à des groupes extrémistes religieux) ou contre les autres (institutions, filles).

Discussions avec la salle

Luc FARALDI

L'équivalence établie entre échangisme et viol en réunion me paraît abusive.

Béatrice SBERNA

L'échangisme n'est effectivement pas équivalent au viol en réunion. Il apparaît cependant qu'une femme qui entre dans un club échangiste accepte de franchir ce pas uniquement parce que, dans un premier temps, l'homme qu'elle aime le lui a demandé. De même, c'est souvent par amour qu'une femme accepte d'avoir des pratiques sexuelles à travers le visionnement de films pornographiques. Même si elle peut éventuellement y trouver du plaisir dans un second temps, le rapport affectif de départ, dans la tournante et dans la pratique échangiste, est comparable. Sans avoir réalisé d'enquête poussée sur ce sujet, je pense, intuitivement, qu'il existe une base commune.

Daniel WELZER-LANG

Sur le principe, le parallèle peut être fait avec le *gang bang*, auxquels les auteurs de tournante se réfèrent d'ailleurs souvent. Lors de ces soirées spéciales dans les clubs échangistes, de nombreux hommes seuls profitent du fait que des hommes en couple viennent mettre leur femme à disposition d'autres hommes pour des pénétrations successives. Un article récent de *Société contemporaine* faisait le point sur quatre années de recherches sur l'échangisme et montrait que des jeunes filles seules participent désormais à ce type de pratiques sexuelles et revendiquent le plaisir qu'elles y trouvent. Les romans de Catherine Millet ou de Michel Houellebecq vont d'ailleurs dans ce sens.

Béatrice SBERNA

S'il a toujours été de bon ton parmi les intellectuels de gauche de revendiquer un plaisir dans une variété de pratiques sexuelles, il faut souligner que la majorité des femmes dans les clubs échangistes n'y sont pas venues de leur propre initiative, mais à la suite d'une demande de leur compagnon. Cela n'exclut pas qu'elles puissent trouver – ou pas – du plaisir une fois le pas franchi.

Luc FARALDI

Je me demande si l'image des quartiers qui rejaillirait sur le comportement violent des garçons à l'égard des filles constitue l'unique modèle relationnel aujourd'hui, ou si la convivialité entre hommes et femmes est encore permise dans ces espaces.

Goucem REDJIMI

La violence ne doit pas être attribuée à des paramètres extérieurs. Elle n'est pas le résultat d'un désespoir que la société aurait généré. Le phénomène existe en tant que tel dans la vie sociale et politique. Ainsi, alors que les jeunes sont particulièrement bruyants et violents, ils s'avèrent en réalité fondamentalement *muets*. L'enjeu est par conséquent de leur faire comprendre que le discours négatif qu'ils reprennent à leur compte ne leur est pas propre. Il s'agit du seul moyen de les aider à se construire comme individus et sujets autonomes.

Muriel MESSIN

Les journées d'information sur l'amour que nous organisons dans les collèges de Seine-Saint-Denis prouvent que les garçons comme les filles sont capables de parler de leurs sentiments et qu'ils ne parlent de tournantes que parce que les médias véhiculent à outrance cette image de leurs quartiers. Il

ne faudrait donc pas occulter les relations affectives et amoureuses dont ils sont tout à fait capables et demandeurs.

Notre mouvement travaille également comme relais pour SOS Viol Femmes Informations dans ce département. Cette position nous permet de constater que 80 % des viols sont perpétrés par un auteur connu de la victime et qu'ils se produisent sur une base de confiance, voire d'amour. La tournante ne doit donc pas être considéré autrement que comme un viol, dans la mesure où, comme lui, elle suppose manipulation et stratégie.

Par ailleurs, la victimisation des femmes violées que les associations pratiqueraient signifie simplement une démarche de reconnaissance de ce qui est arrivé, qui permet précisément à ces femmes de sortir de leur état de victime. La victimisation suppose au contraire de refuser d'entendre le viol et de maintenir la femme dans un état de soumission et d'accablement par rapport à son agression.

Danielle BITAN

Il ne me semble pas pertinent d'affirmer que les jeunes des quartiers sont muets. Ils sont simplement incapables de reconnaître l'importance de leurs propos. Lorsque leur sens leur est restitué, ils en sont d'ailleurs les premiers surpris.

Daniel WELZER-LANG

Il existe un malentendu lié à un problème de définition.

La victimologie consiste à réaliser des enquêtes sur les victimes, notamment pour le compte du Ministère de la Justice, ce qui conduit, par essence, à leur interdire un statut de sujet. Celles-ci ne sont que les objets de l'enquête. C'est de ce point de vue que la victimologie a été critiquée par les victimes de violence.

De même, la violence symbolique doit être rapportée à la terminologie utilisée par Bourdieu, selon lequel il s'agit de rendre compte non pas des violences faites aux femmes, mais de la façon dont les individus se pensent d'abord comme homme ou comme femme ou divisent le monde entre hommes et femmes. Le viol conjugal et la manipulation affective ne relèvent donc pas de la violence symbolique.

Béatrice SBERNA

Je n'ai pas employé le terme de violence symbolique au sens que Bourdieu lui donne, mais à la manière dont la pratique les sectes, qui est une violence froide et sournoise.

Daniel WELZER-LANG

Il est important de se mettre d'accord sur un référentiel commun, qui permette de clarifier les discussions et de définir les champs d'intervention des différentes disciplines.

Quant à la prostitution, il est nécessaire de reconnaître qu'une partie ne relève pas de la prostitution forcée. C'est ce que revendiquent certaines prostituées françaises et ce qui justifie l'ouverture de maisons closes en Espagne.

Béatrice SBERNA

Les termes de viol, de violence conjugale et de prostitution que j'emploie correspondent à une définition communément admise avec les associations de la Commission Tournante.

Luc FARALDI

Il est cependant important de confronter les termes qui circulent sur le terrain avec les réalités auxquelles ils se réfèrent.

Béatrice SBERNA

La référence à la prostitution me paraît pertinente, dans la mesure où, comme la tournante, elle relève du crime organisé et de l'organisation mafieuse.

La tournante constitue un phénomène social qui met en jeu différents paramètres. Il n'est donc pas possible, ni juste, de ne la définir que par le biais d'un seul déterminant. Tous doivent être exprimés pour éventuellement ensuite être discutés.

Danielle BITAN

Il est en effet important de prendre acte des mots utilisés par le terrain et des différentes facettes du problème que l'on y rencontre. Il apparaîtrait même comme contre-productif de recourir *a priori* à des catégorisations de type scientifique, qui auraient pour effet de nier le discours des personnes concernées et, partant, de les empêcher de devenir sujets de leur discours.

Les jeunes souffrent précisément de cette parole qui leur est retirée, car considérée comme non valable – par les médias, les institutions ou les universitaires – et qui les conduit à se dévaloriser eux-mêmes en adhérant à l'image négative qui est plaquée sur leur réalité.

Abdelhafid HAMMOUCHE

Les efforts de définition sont importants, en particulier lorsqu'il s'agit de les articuler avec des points de fixation et des zones de flottement.

Les points de fixation représentent l'ensemble des situations précises et des nuances dont elles s'accompagnent. Il apparaît ainsi que le phénomène des tournantes ne peut être déconnectée de la réalité de l'ensemble de la société.

Les zones de flottement se réfèrent aux héritages multiples dont chaque individu est porteur – en particulier les représentations du masculin et du féminin – et qu'il s'approprie de manière complexe et flottante.

De ce point de vue, il me semble que Catherine Millet ou Daniel Carlin, auteur d'un documentaire sur les pratiques sexuelles, ne sont pas les représentants d'une classe bourgeoise. Ils témoignent simplement du fait que des hommes peuvent, à un moment donné, au titre de la socialisation de leur sexualité, adresser certaines demandes pour leur plaisir et, à d'autres moments, sont capables de s'approprier des représentations féminines. Les femmes sont dans la même situation.

Si les individus ne doivent pas oublier leurs héritages et les points de fixation de la société, il ne leur est pas interdit ce flottement qui les amène vers des rivages insoupçonnés. La sexualité humaine n'est pas prédéterminée, ni fixée *ad vitam aeternam*.

Lorsque des intellectuels revendiquent un autre rapport à la marchandisation des corps, certains peuvent être choqués du point de vue de leur propre héritage, mais, sociologiquement, il est important de s'interroger sur les raisons qui poussent des individus à refuser les représentations de l'homme et de la femme qui prévalent alors dans la société.

Daniel WELZER-LANG

La complexité du phénomène des tournantes telle que l'a décrite l'exposé me paraît tout à fait pertinente, dans la mesure où réduire celui-ci à un simple viol ne permet pas une bonne appréhension du phénomène et de ses causes.

Isabelle GOANVIC

J'aimerais connaître l'origine du terme «tournante».

Béatrice SBERNA

«Faire tourner» une femme reprend le sens de faire tourner un joint ou une bouteille de bière entre amis. Il a donc une connotation festive et conviviale. Le terme reflète bien entendu le point de vue des agresseurs.

De la salle

Je n'ai pas compris dans quelle mesure il peut être soutenu que le voilement des jeunes filles ouvre à celles-ci un espace d'égalité avec leurs frères.

Goucem REDJIMI

Il ne s'agit pas exactement pour ces filles de créer un espace d'égalité, mais de trouver une forme personnelle d'expression de leurs revendications au sein de la famille ou de la cité. A travers l'islamisation, elles accèdent à un terrain qui est, comme dans toutes les religions monothéistes, essentiellement masculin. Elles revendiquent par-là même le fait de pouvoir discuter sur un pied d'«égalité», et dans une certaine mesure, avec les garçons.

Giovanna ESPOSITO

Il ne me semble pas que le lien va de soi entre la prostitution et les réseaux mafieux, d'une part, et les pratiques sexuelles d'adolescents de 14 à 16 ans, qui, si elles sont déviantes, sont vécues comme un moment de convivialité. Je me demande donc s'il s'agit de comparaisons symboliques ou s'il existe effectivement des points de passage entre les tournantes et le crime organisé.

Béatrice SBERNA

La tournante constitue réellement une porte d'entrée possible vers la prostitution organisée, comme l'a mis en lumière un rapport sur le système prostitutionnel, rédigé pour le Sénat.

Christine BULOT

Les jeunes filles du Val d'Oise qui se sont exprimées sur leur choix de porter le foulard islamique l'ont présenté comme une revendication très forte. Or, pour certaines d'entre elles, cette décision a conduit à remettre en cause leurs conditions de vie (une pratique sportive, par exemple). Le voile aboutit ainsi paradoxalement à la soumission à un ordre extérieur, qu'il est complexe de rapporter à un acte de liberté revendiqué. Les discussions avec ces jeunes filles ont permis, en réalité, de comprendre la difficulté qu'elles avaient à construire leur vie, dans un environnement qui les enferme dans des catégories. Le voile constituerait ainsi une forme de cri impossible à pousser et qui s'apparenterait au «bruit» des jeunes, qui est en fait une incapacité à prendre la parole pour eux-mêmes.

Goucem REDJIMI

Le voile ne saurait constituer, en effet, une forme idéale d'autonomisation pour les jeunes filles qui en font le choix. Il s'agit en revanche d'une forme d'expression dont il faut tenir compte, sans la dépeindre sous un jour diabolique. Elle semble en particulier être le révélateur d'un certain échec de l'intégration et s'inscrit, par-là même, dans la logique qu'emprunte tout le mouvement actuel de l'islamisme radical.

Luc FARALDI

Ce séminaire a permis d'amorcer un débat, qu'il s'agira de poursuivre, en explorant peut-être plus avant cette dernière piste.

Luc Faraldi **Anthropologue, consultant, Paris VIII**

Les communications de la journée ont permis de donner une série d'éclairages historiques et sociologiques concernant les rapports sexuels dans les quartiers de politique de la ville.

La contribution de Michèle Perrot a fourni une mise en perspective temporelle retraçant l'évolution et les mutations des cadres sociétaux ainsi que des types de stratégies développés par les protagonistes. Elle nous a permis de bien saisir le « caractère inédit » de la situation actuelle dans laquelle sont perçus, évalués, et vécus les rapports sexuels.

Celle d'Abdelhafid Hammouche, centrée sur les évolutions des relations hommes-femmes dans les milieux et les quartiers populaires depuis les années 1960 nous a ouvert à la pensée des relations entre transformations des rapports de genre et bouleversements urbains et sociaux (disparition des « quartiers usines », devenir des ZUP, dégradation de l'image des ouvriers) et a souligné l'articulation entre les rapports parents-enfants et les rapports de couple.

Les interventions de l'après-midi ont été plus centrées sur des questions liées aux formes de violence qui peuvent exister dans les rapports hommes-femmes (mais aussi dans les rapports hommes-hommes) et plus particulièrement à des formes de violence qui peuvent être exercées par des hommes sur des femmes. Daniel Wezer-Lang a développé une analyse en terme de « crispation viriliste » comme résistance masculine aux changements des rapports sexuels qui, existant de manière générale dans le monde social contemporain, prendrait la forme du viol collectif dans les quartiers dits sensibles. Il a insisté sur la capacité des femmes à analyser cette situation conflictuelle et à se mobiliser activement en vue d'une transformation de cette situation. Béatrice Sberna a interrogé ces pratiques de viol en réunion comme un phénomène dont les traits caractéristiques seraient la violence, l'organisation sur le mode prostitutionnel et la manipulation affective. Elle a proposé une approche selon laquelle les tournantes ne se réduiraient pas à des viols collectifs, mais devraient être comprises comme des « commercialisations d'un viol ». Enfin, Goucem Redjimi a resitué la question de la violence masculine exercée sur les femmes dans le cadre d'une réflexion plus générale sur la violence. Réflexion qui conjugue la référence :

- à l'influence des représentations négatives des habitants des « banlieues » ou de leur absentement dans les médias ,
- aux effets destructeurs de l'imposition symbolique des normes sociales (politiques ou économiques) quand elles ne peuvent être vécues valablement par les individus
- aux dynamiques collectives de construction de sociabilités masculines de compensation dont les jeunes femmes font parfois les frais, jusqu'à être niées en tant que sujet et agressées physiquement.

Dans ce cadre analytique, elle a proposé l'idée selon laquelle le port du voile pouvait alors, paradoxalement, être un moment d'une affirmation subjective de certaines jeunes femmes face à certaines formes de domination sexuées.

On le voit les intervenants nous ont offert une diversité de sujets traités, d'angles de vue, d'analyses et de références qui témoignent de la vitalité du débat intellectuel sur le thème et de son actualité.

Je ne suis, quant à moi, pas spécialiste de ce domaine des sciences sociales, mais les évaluations, les diagnostics, les études que j'ai eu à mener pour le compte de dispositifs (DSQ, Contrat de ville, GPU, GPV) de la politique de la ville, m'ont conduit à croiser souvent cette thématique. Je suppose que c'est à ce double titre de naïf et de praticien que j'ai été invité à participer et à animer cette journée de réflexion commune, ce dont je remercie les organisateurs et c'est à ce titre que j'ai écrit les quelques réflexions suivantes qui reprennent certains des aspects qui ont été approfondis par les intervenants, mais d'une manière un peu différente ou qui proposent de mettre d'autres pistes d'analyse au débat.

SIDA et hépatite

Dans les enquêtes que j'ai menées dans les quartiers dit de «politique de la ville», il m'est arrivé plusieurs fois de poser des questions à des jeunes gens concernant leur perception des maladies sexuellement transmissibles (parce qu'une campagne d'information avait été mise en place par la Ville, ou dans le cadre de ma participation à une enquête épidémiologique). C'est ainsi que lors d'un diagnostic mené pour un Contrat de Ville, j'ai eu l'occasion de m'apercevoir qu'un tiers de ceux qui avaient bien voulu répondre décrivaient des usages basés sur une utilisation intermittente des préservatifs et une pratique de tri en ce qui concerne le partenaire. Pratique censée permettre de départager ceux à propos desquels «il y a un doute» et ceux «qui sont en bonne santé». Des confidences incidentes recueillies dans d'autres enquêtes m'ont permis d'avoir une idée plus précise de ce que pouvaient être les bases de ce type de tri : la présence ou non de «boutons», la «maigreur».

N'ayant pas eu à répondre à des commandes très consistantes concernant la dimension sexuée des rapports sociaux, je n'ai jamais été amené à enquêter plus avant dans cette direction, mais deux points retiennent mon attention.

Le premier concerne l'existence de cette pratique de «tri». Si elle s'avérait plus étendue que les quelques tropismes locaux que j'ai pu croiser, est-il déraisonnable de penser qu'elle pourrait avoir sa part dans des pratiques d'évitement sexuel des partenaires réputés «chauds» habitants dans des quartiers censés l'être tout autant, ou d'«usages sexuels» de jeunes filles réputées «impures» en attendant la rencontre avec l'élue, la stabilisation de la relation –voire le mariage («*Je me protège, bien sûr que je me protège, car je ne touche pas n'importe qui. C'est ma femme.*») - et le résultat positif du test (que celui-ci soit un test biologique ou un « test de bonne conduite »)? Il ne s'agit là bien entendu que d'une hypothèse et il est probable que malgré quelques tentatives d'utilisation du thème du SIDA à des fins idéologiques moralistes ou ségrégationnistes, les partis pris didactique et de prise en charge des malades par les équipes de soignants et les pouvoirs publics en France ont largement contribué à ce que l'émergence d'une MST mortelle ne débouche pas sur une situation de crise subjective (et sanitaire) bien plus grave que celle que nous avons connu.

Il n'en reste pas moins qu'à la question «*comment vous protégez-vous?*» un des jeunes hommes que nous avons interviewé a répondu : «*si il n'y a pas de préservatif, [...], je ne prends pas de risques. Ici, en plus, c'est que des garces.*»

Le second point qui me laisse dubitatif, concerne l'accumulation des témoignages sur la raréfaction des relations affectueuses, des flirts entre adolescents, notamment dans le cadre scolaire et leur remplacement par des rapports de force moraux, verbaux ou directement physiques. Je crois avoir entendu beaucoup d'explications sur le sujet de type culturaliste, psychologique, voire pédagogique (fustigeant par exemple le collège unique ou la mixité sexuelle dans les établissements scolaires). Mais je me demande si elles ne

réintroduisent pas subrepticement des principes d'enfermement du sujet dans des catégories classificatoires permettant de trouver facilement et dans le même mouvement (mais à quel prix ?) des principes d'explication et des formatages opérationnels. Je me demande également si elles ne font pas l'impasse sur les complications que les données épidémiologiques font peser sur les rencontres entre jeunes gens sexuellement inexpérimentés qui, s'ils veulent «aller plus loin», doivent gérer dans le même temps la construction de leur sentiment, l'usage de leur sexe, la découverte de celui de l'autre, la maîtrise technique des moyens de contraception *et* de prophylaxie, celle des protocoles d'urgence à appliquer en cas d'échec des uns ou des autres, ainsi que la conjonction de risques vitaux et de la pratique de la sexualité (dont, au demeurant, leurs parents, ayant pu estimer, à une époque pas si lointaine que les antibiotiques les en avaient débarrassés, ne sont pas obligatoirement très armés pour leur permettre d'en penser quelque chose d'autre que du regret).

Est-il si sur que la forte présomption qu'ont pu avoir récemment les jeunes gens et leur famille qu'un choix se posait entre la vaccination contre l'hépatite B ou le risque d'être victime de la sclérose en plaque est restée sans conséquence, même résiduelle, concernant la perception d'une certaine dangerosité liée à la relation amoureuse. Faute de pouvoir aimer, le conflit ne peut-il pas être un des moyens possibles pour être en relation ?

Bien entendu il ne s'agit là que d'hypothèses, et pour ma part je ne pense pas qu'elles puissent s'appliquer quelques soient les circonstances, et qu'elles soient valables pour tous les adolescents. J'ignore si des enquêtes ont été menées sur le sujet qui pourraient valablement alimenter la réflexion menée au sein de la DIV, je me bornerai juste à deux remarques complémentaires :

- A l'encontre de ces hypothèses on pourrait invoquer des extraits du travail de Robert Van Gulick sur la vie sexuelle dans la Chine ancienne. En effet s'il indique dans la préface qu'en matière médicale, il ne s'est intéressé qu'à «*la maladie vénérienne, car elle a, s'introduisant en Chine, influencé les habitudes sexuelles*», il n'en reste pas moins qu'il écrit que «*les médecins chinois voyaient parfaitement que la principale cause d'infection était le contact sexuel*», mais que «*c'était surtout dans les milieux médicaux que l'on avait conscience de ces réalités. Pour le gros du peuple, la syphilis n'était que l'une de ces nombreuses, de ces dangereuses maladies épidémiques qui ravageaient le pays à intervalle régulier, telles que la petite vérole, la peste, etc.*». Il ne semble donc pas qu'on puisse conclure à un automatisme entre apparition de maladies vénériennes mortelles et transformations des rapports sexuels.

On notera, cependant, que nous nous trouvons dans une situation différente de celle de la Chine Impériale, en cela qu'elle est post-pastorienne et que donc la relation entre le public et la médecine se fait de façon beaucoup plus organisée, par le truchement de l'action de l'Etat en matière de médecine publique. Et s'il n'est pas sur que les anciens chinois se soient tous lancés dans la lecture des écrits de Yu-Pien décrivant les «ulcères de Canton», il est peu probable que beaucoup d'adultes résidants sur le sol français n'aient pas,

au moins, entendu parlé du SIDA, de ses causes et de la manière de s'en protéger. Ont-ils pour autant modifié leur perception et leur pratique de la sexualité, et leur jugement concernant les façons de considérer les divers positionnements sexués ? Y a-t-il des spécificités qui pourraient concerner les quartiers dans lesquels intervient la politique de la ville et sur lesquels l'action publique pourrait agir bénéfiquement en faveur de leurs habitants ? C'est ce qui reste à démontrer.

- D'autre part, si l'on suit la démonstration de Marcela Iacub dans son article sur «*la morale du SIDA*»¹, on est conduit à envisager qu'au-delà des questions strictement prophylactiques et de celles touchant aux modalités de la sexualité, l'émergence de cette maladie et le type de réponse institutionnelle qui lui a été apportée ouvre à d'autres débats, touchant entre autres à la prise de responsabilité de l'individu vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis des autres.

Ainsi donc, s'il était possible de démontrer que l'actuelle mise en lumière de comportements agressifs de jeunes hommes vis-à-vis de jeunes filles est un phénomène émergent (et non pas seulement une production due à la transformation de nos façons de s'en préoccuper), si l'hypothèse selon laquelle cette émergence est en relation avec celle des problèmes posés par les maladies vénériennes virales pouvait s'avérer exacte (au moins partiellement), une question pertinente pourrait être de savoir si les pouvoirs publics et les adultes en général déploient l'ensemble des moyens nécessaires (y compris dans l'explicitation technique), contribuant à ce que les jeunes gens puissent construire des subjectivités qui leur permettent de faire face aux ensembles problématiques qui incluent ces questions.

¹Dans, *le Crime était presque sexuel*, Odile Jacob 2002

Lieux, espaces, logement,

Mais avant d'aborder des problématiques touchant aux rapports entre adultes et jeunes gens, je voudrais revenir un instant sur un aspect qui n'a été abordé qu'incidemment dans les interventions, à savoir celui des lieux dévolus aux jeunes gens. Et ce sous trois aspects :

- la question des lieux dévolus aux jeunes gens entre le moment où ils sortent de l'école primaire et celui où ils accèdent grosso-modo aux grandes classes des lycées.
- la question de la décohabitation des jeunes gens, des possibilités qui leur sont offertes, des pratiques institutionnelles en la matière
- la question des places qui leur sont accessibles dans l'espace public avec ou sans le consentement des adultes.

Evidemment le lien avec les relations hommes-femmes dans les quartiers de la politique de la ville n'apparaît pas forcément immédiatement. Je voudrais tenter de m'en expliquer. Dans un premier temps en m'appuyant sur l'exposé de Michèle Perrot. En effet, elle a souligné l'importance des lieux de rencontre (en l'occurrence les bals) sachant que dans l'organisation sociale d'alors, qu'elle nous a restituée, ces lieux de rencontres étaient codés, assignés à leur fonction de mise en rapport et intégrés dans une division sexuelle de l'espace dont elle nous a décrit l'aspect ségrégué.

Les jeunes gens évoluent maintenant dans des lieux beaucoup moins souvent sexuellement divisés : les écoles, les lieux de travail et les lieux de détente, sont mixtes, à quelques exception près. Les lieux où l'on danse, les boîtes, les «fêtes» éventuellement «un peu chaudes» ne sont plus les seuls lieux de rencontre possibles entre personnes de sexes différents. Ce sont des espaces clos qui valent peut-être moins par les rencontres qu'on peut y faire que par celles qu'on est sûr de ne pas y faire. En tout état de cause, les gens qu'on ne doit normalement pas rencontrer dans ces espaces, ce sont les moins de dix-huit ans, «les petits», qui se trouvent du coup interdits de lieux protégés de rencontre à caractère sexuel... mais pas de sexualité.

En fait, je ne souhaite pas discuter de l'éventuelle utilité de l'organisation de lieux de rencontre sexuelles pour adolescents en âge d'être au collège. A ma connaissance la question ne se pose pas en ces termes et je n'ai pas souvenir d'entretiens ou de conversations dans lesquels elle se soit posée ainsi. Ce qui me préoccupe est plutôt la question inverse. Comment expliquer le vide de structures publiques ou privées dédiées aux jeunes gens entre l'école primaire et les grandes classes du lycée ? Au temps de la première, ils ont droit aux centres de loisir, aux activités post-scolaire, aux classes de découvertes et au temps de la seconde aux MJC, au bistrot et passé la barre fatidique des 18 ans aux diverses boîtes dans lesquelles on leur signifiera qu'il ne sont plus des adolescents.

J'ai l'impression que depuis la fin des années 80 - période vers laquelle j'ai commencé à faire des diagnostics pour les dispositifs de la politique de la ville - la question se pose de manière récurrente sans toujours trouver de solutions autres que de s'en remettre au collège pour assurer l'ensemble des fonctionnalités éducatives, animatives, pédagogiques et d'orientation dont on estime que les adolescents ont besoin. Mais confronté à des moyens bien plus limités que ceux dont disposent les lycées, aux pluralités qui traversent son public, à la difficulté à se trouver des relais dans son environnement, le collège ne peut à lui seul remplir de manière efficace toutes ces missions. Ce qui n'est pas sans poser de grandes difficultés, que chacun peut constater et qui sont considérablement aggravées dans des quartiers où les familles ne disposent pas toujours d'un logement décent, de possibilités pour payer des repas réguliers pour les enfants, d'un minimum d'espace qui permettent aux adolescents de jouir d'un peu d'intimité ou de bonnes conditions pour pouvoir apprendre leurs leçons. Les attentes par rapport à l'établissement peuvent devenir tellement disproportionnées par rapport à ses possibilités que de graves malaises peuvent s'installer entre les enseignants, les enfants et les familles. Il ne reste plus aux médias qu'à dénoncer la «loi du collège» pour que les conflits perdent toute intelligibilité et que l'impuissance des uns et les frustrations des autres se cristallisent dans des affrontements qui ont parfois bien du mal à être dénoués.

Pourquoi tant de difficultés à élaborer des lieux pour les jeunes adolescents ? Qu'est-ce qui nous trouble à ce point, que nous ayons tant de mal d'imaginer avec eux et leurs parents des modes de faire qui, soit prendraient acte des libertés qu'on leur reconnaît, soit, soutiendraient les injonctions différencielles que nous pouvons être amenés à leur adresser en tant qu'adulte leur imposant des étapes, adaptées à chaque individu, et jugées nécessaires pour parvenir à toutes les jouissances des possibilités des adultes ?

Evidemment plusieurs objections se dressent devant un tel programme, à savoir au premier chef que ce rôle de *mentor* –selon le terme d'Elisabeth Badinter – doit être assuré par les parents. Vouloir le confier à d'autres c'est à la fois «déresponsabiliser» les parents par rapport à l'engagement qu'ils ont pris quand ils ont fait des enfants – ce qui serait immoral–, et les priver de l'ensemble des relations privilégiées possibles que leurs enfants pourraient entretenir avec des adultes – ce qui serait cruel.

Mais toute demande d'un complément éducatif de la part des parents est-il obligatoirement la preuve que «dans ces quartiers-là», ils sont démissionnaires ? Demander de l'aide, est-ce se défausser ? Toute structure en charge de la jeunesse a-t-elle obligatoirement pour destin de devenir un lieu de dislocation pour les adolescents où ils ne pourraient apprendre que la haine de leur famille, la négation de ce qui les a constitués en tant qu'individu et où leur serait inculqué une idéologie nécessairement totalitaire ? Est-il vraiment sûr, qu'il soit du ressort des parents d'initier de manière intégrale leurs enfants à tous les aspects de leur futur vie d'adulte. Et enfin, pour en revenir à ce qui nous préoccupe, sont-ils, sommes-nous toujours les mieux placés, en tant que parents, pour accompagner nos enfants en matière de sexualité ?

Au demeurant, on notera que les familles qui habitent près des équipements *ad hoc* et qui disposent des ressources matérielles et symboliques nécessaires pour permettre à leurs enfants de parsemer leur semaine de participation à des clubs, des activités et des abonnements divers peuvent encourir divers soupçons dans les pages sociétés de magazines, mais ne courent pas le risque de voir des équipes d'éducateurs s'installer à deux pas de chez eux pour leur apprendre ce qu'est «la parentalité».

Et finalement n'est-ce pas parce que nous avons bien du mal à nous positionner collectivement en tant qu'adultes sur les minimums possibles et les pluralités d'action à mettre en œuvre, que nous rechignons devant l'obstacle, quitte à nous plaindre, quant les choses ne tournent pas comme nous l'avons voulu que l'école ne joue pas son rôle, que la télévision n'est pas assez éducative, la musique de jeune abrutissante et la fréquentation des autres jeunes gens vraiment périlleuse. Si l'adolescent est un être à part entière, de quel environnement dispose-t-il, qui lui soit dédié, si c'est un être en devenir que propose-t-on pour l'aider à advenir ?

Et d'ailleurs de quoi s'agit-il ? Si les voies ne sont pas claires, la perspective est-elle dégagée ? Quand on a enfin l'âge béni des boîtes et des MJC que fait-on lorsqu'on sort de la boîte ?

L'espace public, dans les quartiers dit «sensibles» réussit souvent à être à la fois dégradé, non-fini, inesthétique (selon les canons standards du beau dans notre civilisation urbaine) et intouchable, non-manipulable, non-transformable (contrairement à d'autres lieux urbains de la planète où l'absence de préoccupations d'esthétique urbanistique en tant que telle, va de pair avec la possibilité de multiples utilisations de l'espace) .

Est-il insensé de penser que son occupation par les jeunes gens peut être aussi une tentative pour le rendre vivant, dans un contexte où la dénonciation de la froideur du béton est une monnaie si courante ? Entre autres, la sexualité marquée de cet espace (même si ses formes contraintes ne peuvent être souhaitables) ne peut-elle être parfois interprétée comme une activité créatrice tendant à faire exister de la différence là où règne l'uniformité de l'absence d'enjeux ?

D'une manière plus générale, n'y a-t-il pas intérêt à s'interroger sur ce que doit être un espace public moderne ? Est-ce le lieu où les chaînes de marchands de journaux n'ouvrent leurs échoppes qu'aux heures d'affluence ? Pourquoi deviendrait-il chaleureux et source de contact s'y on en enlève jusqu'aux bancs («publics») par peur que les jeunes gens s'y assoient et que les plus pauvres d'entre nous puissent s'y reposer ? Les patrouilles de police y assurent certainement une présence sécurisante indispensable, mais le contrôle d'identité peut-il être la seule animation qui l'égaie ?

Et si l'insécurité à connotation largement sexuée est le seul jeu qui s'y joue, qui y est mis en scène et dispose d'une large audience auprès des médias, il n'est peut-être pas étonnant qu'on trouve souvent des protagonistes prêts à assurer leurs rôles. Peut-être si d'autres scènes pouvaient être proposées, frôlerait-on moins

souvent la mauvaise tragédie. Aussi, il est possible qu'il y ait matière à développer, parallèlement à la réflexion sur les rapports sexués en général, une réflexion sur ce qu'on entend par «espace public», qui passerait, entre autres, par une mise à plat des définitions qu'en donnent les responsables politiques, les services, les urbanistes, les habitants – jeunes et moins jeunes – ainsi que de ce que chacun en attend.

Mais cette définition de l'espace public n'est probablement pas sans lien avec une réflexion concernant l'espace privé. Ce qui se passe dans les caves des HLM a longuement été décrié et les crimes à connotations sexuelle qui ont pu être commis dans ce genre d'endroit ont été justement dénoncés et, souhaitons-le, punis. Reste à déterminer si toutes les rencontres qui ont lieu dans ces caves ont forcément un caractère criminel.

D'autre part si nous pouvons être chagrinés par le fait que des jeunes gens puissent découvrir l'intimité dans des caves, des locaux techniques, des hôtels bas de gamme, mal insonorisés et situés en limite des Z.I., reste à déterminer ce que nous leur proposons de manière alternative. Et il est vrai que dans les sites sur lesquels j'ai été amené à intervenir, la question du logement des jeunes adultes, qu'ils soient actifs, étudiants ou chômeurs a souvent été un problème important, (de même, au demeurant, que la question de la décohabitation des ménages pauvres dont les adultes sont en situation de conflit). Outre le développement d'une éventuelle concurrence sexuée, on peut peut-être se demander si le développement de certaines crispations ne trouve pas son origine dans des blocages en matière de logement. Conséquemment on peut se demander si des investigations dans le domaine de la production d'habitations pour des jeunes célibataires et les jeunes couples, dans celui des modalités d'attribution des logements HLM ou celui de l'attribution des aides au logement ne permettraient d'imaginer des voies pragmatiques permettant une certaine détente dans les relations à caractère sexuelle et permettant aussi, par la multiplication des possibilités de choix quant au lieu de leur accomplissement, de manifester le souci de leur qualité et par là, de leur rendre la part de dignité qu'elles ont pu perdre en étant parfois condamnées à la clandestinité forcée... en plein régime général de permissivité (Dans cette veine on peut se demander si le succès du loft ne tenait pas aussi au fait que les lofteurs, eux, avaient accès à un appartement à leur disposition).

Des problématiques de la gestions urbaines de proximité à celles des opérations VVV, en passant par les réflexions autour des projets éducatifs locaux et à travers bien d'autres aspects, ces préoccupations ne sont évidemment pas étrangères à la politique de la ville. Peut-être y aurait-il matière à regrouper les données et les analyses faites séparément dans chacun des compartiments et à voir comment leur analyse systématique pourrait alimenter cette part de la réflexion sur les rapports sexués et le bien être des jeunes gens (et des adultes) dans les quartiers de la politique de la ville.

Les rapports adultes-enfants.

L'intervention d'Abdelhaffid Hammouche a très largement fait place aux rapports parents-enfants comme éléments déterminants des rapports de couple des parents et j'ai plusieurs fois eu l'occasion de voir des communes en contrat de ville correspondant à la description qu'il donne de la ville-usine. La suppression de l'emploi, des carrières dans lesquelles on s'engageait à la suite de son père en passant par l'apprentissage, les différentes écoles internes aux usines, de la socialisation à travers l'adhésion syndicale ou politique ainsi que toute les modalités de socialisation qu'offrait l'espace urbain organisé par l'usine ont eu, dans ces sites, des conséquences très comparables à celle qu'il a décrites concernant la transmission entre parents et enfants (et peut être plus particulièrement entre père et fils dans la mesure où la figure ouvrière était plus particulièrement marqué du sceau de la masculinité et que le passage de la valorisation de la force et de l'habileté physique des cols bleus à celle l'ensemble des qualités composites – mais peu centré sur la puissance physique – des métiers de service ont plus touché l'image des hommes que celle des femmes)

Mais la présence de nombreux émigrés parmi les ouvriers licenciés ouvre couramment à l'interrogation de savoir si ces difficultés ne seraient pas consubstantielles aux «cultures d'origine» ou à leurs difficultés d'adaptation à la «société moderne». L'exposé d'Abdelhafid Hammouche fait justice de cette composante possible, pour ce qui est d'une part de l'émigration algérienne, mais je voudrais ajouter une remarque.

Je crois qu'il faut tout particulièrement se garder de deux risques : le premier étant de remplacer une description situationnelle (la fermeture des usines, la destruction de leur environnement urbain et de leur organisation sociale) qui laisse ouverte la porte à la prise en compte de la multiplicité des situations et des causalités par un principe explicatif monolithique (du type : les émigrés viennent de sociétés traditionnelles dans lesquelles les hommes adultes oppriment les femmes et ne savent pas s'occuper des enfants) qui par la désépécification des trajectoires et des situations et la simplification abusive qu'il impose permet, certes, des raisonnements simples parce que simplistes, mais provoque plus un effet d'écran entre le lecteur et ce dont il est question, qu'un effet de vérité et de clarté. Il peut y avoir, en effet, des formes de dégradation des relations hommes-femmes et des relations parents-enfant dans certaines composantes des pays d'où sont venus des émigrés. Mais je crois que les 212 pages du livre de Germaine Tillon, *Le harem et les cousins*,¹ qui allie travail anthropologique, archéologique, interprétation philosophique (ainsi que théologique) et comparatisme (entre autres entre les deux rives de la Méditerranée), permet d'approcher la complexité de ce dont il peut être question et l'impossibilité de le réduire à quelques slogans simplistes et éternitaires. Là encore, il s'agit non pas de poser des phénomènes comme des en-soi se suffisant à eux-mêmes mais bien de rendre compte du caractère construit et donc évolutif, voire labile, de ce qui se passe et dont on tente de rendre compte..

¹ Le Seuil, 1966 réédité en Points-Essais en 1982

Je crois que dans le contexte actuel – et je rejoins sur ce point l'analyse développée par Goucem REDJIMI -, l'autre condition pour qu'une approche en terme culturelle puisse être recevable, est de s'assurer qu'elle n'opère pas un déplacement analytique qui permet de faire supporter aux victimes, la responsabilité de ce dont elles sont victimes. Les habitants des quartiers de la politique de la ville ont été victimes de la fermeture des usines et de leur conséquences sociales, économiques et familiales. Etre victimes ne les résume pas, et de l'avoir été ne les dédouane pas d'éventuelles erreurs ou fautes que des individus peuvent avoir commises. Avoir été victimes ne les empêchent pas d'être, par ailleurs, des sujets actifs de différents aspects de leur vie (Ils n'acceptent pas du tout forcément d'être «enterrés vivants» comme le dit Abdelhafid Hammouche). Mais les éventuels aspects culturels (qu'ils ne vivent d'ailleurs pas forcément simplement), renvoyant à un «pays d'origine», qui peuvent imprégner certains de leurs actes ne résument généralement pas leur subjectivité et s'en servent de manière groupée comme d'une variable explicative unique effaçant toutes références à la réalité des situations auxquelles ils sont confrontés et permettant de dire que ce qui les accable vient d'eux et de manière d'autant plus implacable que «c'est un fait culturel», est une opération trop souvent menée par des commentateurs en mal de «vérité» rassurante. Outre les empêchements à la réflexion et à l'action publique que véhiculent de telles approches, on ne peut s'empêcher de penser qu'elles contribuent à des réactions marquées par le défi identitaire qui elles-mêmes sont reprises comme preuve de la réalité du phénomène dénoncé, ne proposant à l'acteur que le choix entre se dédire devant cette stylisation systématique, - trahir en acceptant de dénoncer ce qui est reproché -, ou s'enfoncer dans une définition identitaire toujours plus marquée et toujours plus mise en scène.

Je pense qu'effectivement un certain nombre de typifications des comportements sexués devraient être abordées en tenant compte de cette dimension et que, concernant les quartiers de la politique de la ville, les jeux d'images dans lesquels est prise la représentation de la transmission, dite «culturelle», des valeurs de virilité et de féminité pourrait valablement faire l'objet d'une analyse approfondie.

